

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME COMMERCIAL
DE L'ALGÉRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 19 décembre 1901, à 3 heures

PAR

P. DE MASSOUGNES

Président : M. ESTOUBLON.

Suffragants : { MM. LEVEILLÉ, } *professeurs.*
LESEUR, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE
RÉGIME COMMERCIAL
DE L'ALGÉRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 19 décembre 1901, à 3 heures

PAR

P. DE MASSOUGNES



Président : M. ESTOUBLON.

*Suffragants : { MM. LEVEILLÉ, { professeurs.
LESEUR, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE RÉGIME COMMERCIAL DE L'ALGÉRIE

INTRODUCTION

L'établissement d'un régime commercial bien compris, ne comportant ni taxes vexatoires, ni droits prohibitifs, est, pour une jeune colonie, d'une très grande importance. La question est particulièrement délicate, car il s'agit de choisir un régime économique qui satisfasse à la fois deux intérêts souvent en conflit : celui de la métropole et celui de la colonie ; la métropole recherchant, à juste titre d'ailleurs, la compensation des sacrifices que lui impose la colonie dans l'établissement d'un régime commercial destiné à lui assurer aussi complètement que possible le bénéfice des échanges ; la colonie cherchant à éviter des taxes et des droits qui pourraient gêner son essort et nuire à son développement économique.

A l'égard de ses colonies, la France, à l'exemple des autres nations européennes, a pratiqué jusqu'à ces dernières années (et encore le régime est-il loin d'avoir disparu tout entier), le système du *pacte colonial*, don-

nant privilège aux produits coloniaux sur le marché français, et obligation d'y être conduits, monopole aux produits de la métropole sur le marché colonial et faisant enfin réserve au pavillon national de tous les transports entre la métropole et la colonie (1). L'Algérie a eu le bonheur d'échapper totalement à ce système qui est destiné à produire des résultats défavorables et qui a souvent amené une scission définitive entre la métropole et ses colonies. De bonne heure, la France a cherché à se l'assimiler plus ou moins complètement (nous verrons qu'actuellement encore l'assimilation absolue n'est point faite), au point de vue commercial et douanier. Comme nous le montrerons, l'idée qui a prédominé dès le début et qui n'a fait que s'affirmer avec le temps a été l'assimilation douanière, c'est-à-dire l'importation en franchise des marchandises françaises dans la colonie avec la réciprocité pour les produits coloniaux à l'entrée en France, et l'application du tarif général métropolitain aux marchandises étrangères pénétrant dans les possessions françaises.

Il faut reconnaître que la question du régime commercial à établir entre la France et l'Algérie est singulièrement difficile à trancher à cause de l'opposition d'intérêts, par suite de la similitude des productions, qui existe entre les deux pays ; elle est devenue aiguë depuis le développement considérable acquis par le

(1) Comp. Normand, *Le pacte colonial* (Thèse, Paris, 1900).

vignoble algérien et la reconstitution du vignoble du Midi de la France. Un danger très sérieux est à éviter qui pourrait entraîner les complications les plus graves au point de vue politique. Il est à craindre en effet que la métropole, pour écarter une concurrence gênante, ne tende à imposer prématurément à la colonie la même contribution qu'à ses propres producteurs. Or, il y a grand inconvénient, nous semble-t-il, à atteindre les éléments d'une prospérité qui naît à peine et qui doit être encouragée dans ses développements. S'il est juste que les charges de la colonie soient progressivement augmentées, il est indispensable aussi qu'elles ne le soient que dans la mesure de ses forces : sinon, il y aura fatalement conflit d'intérêt, entraînant conflit politique entre la métropole et sa colonie (1).

L'étude du régime commercial de l'Algérie va nous permettre de montrer comment ces idées ont été appliquées par la France à l'égard de sa grande possession de l'Afrique du Nord. Nous verrons le principe de l'assimilation se dégager dès le début de la conquête, s'affirmer de plus en plus, et arriver enfin de nos jours à un épanouissement presque complet. Notre travail paraît comporter nécessairement une division naturelle en deux parties. Comme le régime actuel ne se peut comprendre qu'éclairé par les enseignements de son

(1) Comp. Charpentier, *op. cit.*, p. 411 et suiv.

histoire, nous présenterons dans une première partie l'historique des conceptions commerciales et douanières de la métropole à l'égard de l'Algérie ; et nous consacrerons la seconde à l'examen du régime actuel.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE.

Dans l'histoire du régime commercial de l'Algérie on peut distinguer deux périodes bien distinctes, correspondant à deux systèmes diamétralement opposés et qui partagent ce qu'on peut appeler l'évolution commerciale de l'Algérie. De 1830 à 1851 l'Algérie possède, à l'instar d'un pays étranger, son système douanier propre et indépendant de celui de la métropole ; depuis l'importante loi du 11 janvier 1851 un principe nouveau est venu, sinon véritablement assimiler et comme on l'a dit, annexer le régime douanier de l'Algérie à celui de la métropole, du moins poser les bases d'une assimilation qui tendra avec le temps à devenir de plus en plus étroite (1).

1^{re} Période : de 1830 à 1851.

Cette période d'organisation rudimentaire est marquée par deux ordonnances qu'il convient de retenir : l'une du 11 novembre 1835, l'autre du 13 décembre de l'année 1843.

(1) Ménerville, *op. cit.*, V^o *Douanes*, p. 298.

Dans les premiers temps, jusqu'en 1835, le régime commercial de l'Algérie présente un caractère incertain et excessif. Les produits algériens, peu nombreux d'ailleurs, introduits en France, sont frappés à la fois, à la sortie de l'Algérie, des mêmes droits que les produits similaires français, et à l'entrée en France, des mêmes prohibitions que les produits étrangers. D'autre part, pour assurer la subsistance des troupes d'occupation, l'Algérie était ouverte aux importations de tous les pays sans distinction de pavillon (1).

Il fut jugé par le tribunal supérieur d'Alger (2) que l'arrêté du 22 septembre 1830, en affranchissant par son article 12 des droits de douanes à Alger les marchandises importées pour le service de l'armée, n'a eu en vue que les marchandises destinées aux magasins de l'Etat ou des corps et propres aux individus de l'armée entretenus par l'Etat et les marchandises propres aux officiers qui s'entretiennent eux-mêmes et se procurent à leurs frais les objets à leur usage ; mais ni l'arrêté précité ni aucun autre arrêté colonial antérieur au fait incriminé ne contenant de disposition pénale qui puisse être appliquée à l'introduction frauduleuse des marchandises de cette dernière espèce, il n'y a pas lieu de prononcer contre le

(1) Ménerville, *op. cit.*, V^o *Douanes*, p. 296.

(2) Le tribunal supérieur d'Alger fut institué par un arrêté du général en chef du 9 septembre 1830, pris en vertu des pouvoirs illimités qui lui appartenaient alors ; il avait la plénitude de juridiction sur tous les habitants de la Régence. Il ne fonctionna pas très longtemps et ne rendit que treize jugements.

prévenu, outre la confiscation des marchandises saisies, une condamnation à l'amende par application des droits de douane en vigueur dans la métropole et spécialement de l'article 24, titre II, de la loi du 22 août 1791 : ces lois ne pouvant être applicables dans les possessions françaises du Nord de l'Afrique, lorsqu'elles ne sont pas même visées par les arrêtés coloniaux sur la matière (1).

Dans le nombre des arrêtés incomplets et confus rendus pendant cette période et qui furent tous abrogés en 1835, un seul remarquable mérite d'être signalé. C'est l'arrêt du 27 novembre 1834. Il déclare que la souveraineté française s'étend à la totalité du territoire soumis autrefois à l'autorité du Dey. En conséquence, l'importation ou l'exportation de toute marchandise, soit française, soit étrangère, ne peut avoir lieu que par les ports occupés par les autorités françaises. En cas d'infraction, la confiscation est prononcée ainsi qu'une amende de 3.000 francs. A l'importation en France, les produits algériens étaient frappés des mêmes droits et des mêmes prohibitions que les produits étrangers. Ils étaient en outre grevés des mêmes droits que les produits similaires de France en sorte qu'ils payaient, à leur sortie d'Algérie, comme produits français et à leur entrée en France comme produits étrangers (2).

(1) Tribunal supérieur d'Alger, 25 février 1835 (Estoublon, *Jurisprudence algérienne*, 1835, p. 2).

(2) Ménerville, *op. et loc. cit.*

Ordonnance du 11 novembre 1835.

L'ordonnance du 11 novembre 1835 réalisa un double progrès ; véritable Code du système douanier algérien, elle lui apportait des règles uniformes tendant à favoriser les relations commerciales entre l'Algérie et la métropole, tout en protégeant les intérêts du pavillon national. Elle constituait une sensible amélioration du régime antérieur.

A l'importation, pas de prohibitions. Franchise, d'abord pour tous les produits français à l'exception des sucres (1) et pour les produits étrangers nationalisés en France par le paiement des droits ; ensuite, pour les produits étrangers dont la France n'avait point les similaires ou qui étaient d'utilité majeure pour l'agriculture ou les constructions. Un régime spécial était établi pour les sucres et cafés français ou étrangers. Enfin les autres marchandises et productions étrangères non admises en franchise, si elles étaient prohibées en France, étaient frappées à l'entrée en Algérie d'un droit de 12 à 15 0/0 de leur valeur ; si elles n'étaient point prohibées en France la taxe était de 1/5 ou de 1/4 du

(1) En dépit de la politique réformatrice inaugurée par la Restauration en ce qui concernait les rapports de la France et de ses colonies, et notamment de l'ordonnance du 5 février 1825 qui avait donné la liste des produits secondaires que nos colons des Antilles pouvaient vendre et acheter à l'étranger, le principe du pacte colonial était encore debout et régnait en maître dans la législation des sucres. La restriction faite à cet égard par l'ordonnance de 1835 était une manifestation des idées régnant à ce moment.

tarif général de France, selon qu'elles provenaient d'un port de France ou d'un port étranger (1).

A l'exportation, franchise absolue pour toute marchandise sortie à destination de la métropole. Franchise également, même à destination de l'étranger, en ce qui concernait les grains et farines. Pour les autres exportations à l'étranger, application du tarif d'exportation métropolitaine, s'il s'agissait de marchandises non prohibées à la sortie de France; ou application d'un droit *ad valorem* de 15 0/0, s'il s'agissait de marchandises dont la sortie était interdite par le tarif de la métropole (2).

Quant à la navigation, les transports entre la France et l'Algérie étaient réservés au pavillon français. Le cabotage entre les ports algériens ne pouvait s'effectuer que par navires français ou par les « sandales » algériennes ne jaugeant pas plus de trente tonneaux et appartenant à des Français ou à des indigènes soumis à la domination française. Les navires français ou les sandales remplissant ces conditions jouissaient d'une entière franchise. Un droit de 2 francs par tonneau de jauge frappait au contraire tous les navires étrangers, chargés ou non, à leur entrée dans les ports de l'Algérie (3).

(1) Ménerville, *op. et loc. cit.*

(2) Ménerville, *op. et loc. cit.*

(3) Comp. Alger, 21 août 1843 (Estoublon, *Jurisprudence algérienne*, 1843, p. 10).

Enfin, l'ouverture d'entrepôts réels à Alger, à Bône et à Oran était autorisée avec exemption des droits de réexportation à la sortie de ces entrepôts.

Mais l'ordonnance de 1835 laissait subsister sans modifications le tarif de la métropole. Par suite, les produits de l'Algérie continuaient à être taxés à leur entrée en France comme des produits étrangers et ceux expédiés en Algérie étaient également imposés à la sortie comme exportés à l'étranger.

Des modifications secondaires, sans influence sur l'économie générale du système inauguré en 1835, résultèrent de l'application à l'Algérie de plusieurs lois de douanes de la métropole ; de l'extension des admissions en franchise à divers produits étrangers nécessaires aux besoins de la colonisation ; enfin, de l'ordonnance du 23 février 1837 autorisant les navires étrangers à faire le cabotage entre les ports de l'Algérie et même les transports de l'Algérie en France sans autre condition que le paiement des droits établis par l'ordonnance du 11 novembre 1835. Vers la même époque, un arrêté du 30 juin 1836 réglait les conditions de francisation des navires pour la navigation algérienne. Puis une ordonnance du 7 décembre 1841 restreignit au cabotage sur la côte algérienne l'autorisation accordée aux navires étrangers par l'ordonnance du 23 février 1837 (1).

(1) Ménerville, *op. et loc. cit.*

Ordonnance du 12 décembre 1843.

Après une période de huit années, passée sous le régime de 1835, une nouvelle ordonnance en date du 12 décembre 1843 (1) vint modifier dans ses bases le régime commercial de l'Algérie, en vue de favoriser davantage et d'étendre les relations commerciales entre la colonie et la métropole ; en même temps qu'une autre ordonnance du même jour revisait aussi, pour diverses provenances algériennes, les tarifs de la métropole.

Comme l'ordonnance de 1835, celle de 1843 réservait au pavillon français les transports entre la France et l'Algérie ; en outre, elle élevait de 2 francs à 4 francs le droit de tonnage sur les navires étrangers et frappait les marchandises par eux importées de surtaxes de navigation égales à celles en vigueur dans la métropole. Mais en revanche elle admettait les navires étrangers à faire en franchise le cabotage dans les ports algériens concurremment avec les navires français et les sandales algériennes (2).

D'ailleurs, à l'importation en Algérie, l'ordonnance de 1843 assurait franchise à tous les produits français, sauf les sucres, aux produits étrangers naturalisés par paiement des droits en France, enfin, à diverses marchandises énumérées dans l'article 8 et considérées comme nécessaires aux besoins de l'agriculture, de la

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 53.

(2) Art. 1, 2 et 10.

construction et de l'alimentation. Pour les autres marchandises étrangères le tarif algérien était élevé du quart au tiers du tarif métropolitain. Les droits étaient plus particulièrement relevés sur les tissus étrangers qui avaient paru menacer d'accaparer le marché algérien à l'exclusion des produits similaires français. Enfin, les importations par terre étaient prohibées sous peine de confiscation, d'amende et d'emprisonnement (1).

A l'exportation, les principes généraux de l'ordonnance de 1835 étaient maintenus. Seulement, la seconde ordonnance du 16 décembre 1843 modifiant le tarif métropolitain accordait aux produits algériens, à leur entrée en France, un traitement de faveur propre à leur assurer la priorité sur les marchés de France (2).

Enfin, la faculté d'établir des entrepôts réels était accordée aux villes de Mers-el-Kébir, Tenès et Philippeville, indépendamment de ceux qui étaient déjà autorisés pour Alger, Oran et Bône (3).

Le régime résultant de l'ordonnance de 1843 se caractérisait notamment par les larges immunités accordées à l'importation et à l'exportation par mer en vue de favoriser la colonisation. Il fut étendu, plutôt que modifié au fond, par les ordonnances du 17 janvier 1845, ajoutant aux entrepôts créés par l'article 15 de

(1) Art. 7 à 12, 16.

(2) Art. 13 et 14.

(3) Art. 18. L'entrepôt de Mers-el-Kébir fut supprimé par le décret du 20 juin 1857 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 200).

l'ordonnance de 1843 ceux de Mostaganem, Arzew, Cherchell, Dellys, Bougie et Djijelli (1) ; par celle du 2 décembre 1845, rendant applicables aux ports de Stora et de La Calle les dispositions des ordonnances précitées de 1843 et de 1845 (2). Il pouvait être à craindre que les marchandises étrangères, après être entrées en Algérie à la faveur du tarif algérien n'en sortissent ensuite pour être vendues dans la métropole comme produits algériens bénéficiant du traitement réservé aux produits de la colonie ; et l'expérience fit sentir la nécessité d'unifier, sinon, ce qui était impossible, le régime commercial de l'Algérie et celui de la métropole, du moins le service d'administration et de surveillance afin de mieux amener la répression de fraudes préjudiciables à la fois à la colonie et à la métropole. Telle fut l'origine de l'arrêté du 12 octobre 1848 qui fit passer le service des douanes algériennes du ministre de la guerre au ministre des finances (3).

2^e Période : de 1851 à nos jours.

Elle se caractérise, avons-nous dit, par ce fait important d'une assimilation qui tend à devenir de plus en plus complète, des régimes douaniers de la colonie et de la métropole. Un système nouveau se fait jour en

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 70 et 74.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 83.

(3) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 114.

effet ; les lois, décrets et règlements ministériels alors en vigueur pour le service des douanes en France étaient déclarés applicables à l'Algérie, en tout ce qui n'était pas contraire aux dispositions mêmes de la loi nouvelle du 11 janvier 1851. Jusque-là l'Algérie avait un tarif particulier dans ses rapports avec la France et était traitée, quoique favorisée, comme un pays étranger ; elle va former désormais une sorte d'annexe commerciale de la France et pourra y importer tous ses produits sans droits.

Il importe, toutefois, de ne pas exagérer la portée du principe nouveau. C'était, en partie, mais ce n'était pas entièrement, l'unification de régime pour la colonie et pour la métropole. En effet, les tarifs et les règlements douaniers alors existants dans la métropole étaient bien en général étendus à l'Algérie, mais la loi même de 1851 apportait diverses réserves à cette règle d'assimilation et surtout elle ne statuait pas pour l'avenir et ne décidait pas que désormais toutes les lois douanières édictées en France auraient nécessairement force et vigueur en Algérie. Ce fut donc attribuer à la loi de 1851 une portée qu'elle n'avait pas en réalité que de dire comme le rapporteur de la loi du 17 juillet 1867 « qu'elle avait réalisé, en fait, l'union douanière entre l'Algérie et la France » (1).

La période nouvelle est marquée par les lois du

(1) M. Chamblain, conseiller d'Etat.— V. son rapport dans Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 335, n. 1.

11 janvier 1851, du 19 mai 1866, du 17 juillet 1867, la plus importante, du 29 décembre 1884 et du 2 avril 1889.

Loi du 11 janvier 1851. *

Outre l'importante réforme que nous venons de signaler, la loi du 11 janvier 1851 (1) marque un régime très libéral. Elle admet, en principe, l'entrée en franchise dans les ports français des produits naturels de l'Algérie, et énumère dans un tableau détaillé tous ceux de ces produits qui étaient déjà ou qui paraissaient pouvoir devenir l'objet d'une opération commerciale ; puis, dans la prévision d'une omission dans la nomenclature ou d'une innovation dans les habitudes du commerce elle autorise le classement par décret, sauf conversion en loi dans le délai d'une année, des nouveaux produits de l'industrie algérienne, produits énumérés dans le second tableau joint à la loi. Les tableaux des produits naturels ou fabriqués qui accompagnaient la loi comprenaient, sauf des exceptions insignifiantes, la totalité des objets que l'Algérie peut exporter. Mais la franchise n'existant pas de plein droit, il en résultait la nécessité de remplir toutes les formalités de douane, formalités qui furent quelque peu nuisibles à la rapidité des transactions commerciales et également pénibles au commerce métropolitain et au commerce algérien. Une réforme heureuse devait être réalisée sur ce point par la loi du 17 juillet 1867.

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 131.

En revanche, la loi nouvelle restreignit les franchises précédemment établies à l'entrée dans les ports de l'Algérie en vue de l'intérêt de la colonisation. Elle maintenait d'ailleurs les prohibitions d'importation par terre établies par l'ordonnance de 1843.

Quant aux exportations de la colonie à l'étranger, les taxes de sortie n'étaient maintenues que pour un petit nombre de produits, quelques prohibitions étaient établies pour certains autres, sauf le droit pour le chef de l'Etat d'accorder des autorisations spéciales. Pour le surplus, l'exportation était libre et dégrevée de tous droits.

Pour la navigation, les règles de l'ordonnance de 1843 étaient conservées en général. Seulement, les navires étrangers étaient exemptés des droits de tonnage dans deux cas : d'abord, lorsque arrivés sur lest en Algérie ils repartaient chargés de produits français ou algériens ; ensuite lorsque ayant acquitté les droits une première fois dans un port de l'Algérie, ils allaient achever leur déchargement en Algérie dans d'autres ports, sans avoir opéré de déchargements intermédiaires.

Les effets satisfaisants du régime nouveau ne tardèrent pas à se faire sentir : les exportations de l'Algérie en France s'élevèrent de 10.268.000 francs, chiffre de 1850, à 19.792.000 fr., 21.554.000 fr. et 30.782.000 fr., chiffres de 1851, 1852 et 1853 (1).

(1) Louis Vignon, *op. cit.*, p. 223

Au cours des seize années que dura son application, la loi de 1851 se trouva sensiblement et doublement modifiée dans ses dispositions relatives aux importations par terre et dans celles touchant les droits établis sur la navigation étrangère.

Importation par terre.

Jusqu'alors, les frontières de l'Algérie, tant du côté du Maroc que de la Tunisie, avaient été complètement fermées à toutes relations commerciales permanentes et régulières entre les deux Etats. Des fraudes nombreuses s'opéraient dans ces contrées limitrophes sur les marchandises d'origine étrangère ; elles étaient préjudiciables à la fois à la manufacture métropolitaine et au commerce algérien dont elles restreignaient nécessairement les débouchés. C'est pour obvier à ces inconvénients qu'un décret du 11 août 1853 (1) vint instituer un service de douanes sur les frontières de la Tunisie et du Maroc et fixer les droits à payer sur les marchandises importées par ces frontières. A la prohibition absolue, fut substitué un tarif de taxes modérées sur les produits naturels ou fabriqués ; les droits furent abaissés de 50 0/0. Le décret du 11 mai 1853 est encore en vigueur et nous le retrouverons dans l'étude du régime commercial actuel de l'Algérie.

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 160.

Navigation.

La loi métropolitaine du 19 mai 1860, sur la marine marchande (1), contenait des dispositions spéciales à l'Algérie. Son article 8 déclarait notamment que les articles 1, 3 et 4 étaient applicables à la colonie. Aux termes de son article 9, la navigation entre la France et l'Algérie pourra s'effectuer par tout pavillon (2). Le cabotage d'un port à l'autre de l'Algérie pouvait, sur une autorisation du gouverneur général, être fait par navires étrangers. — En vertu de son article 10, les surtaxes de navigation établies en Algérie sur les marchandises importées par navires étrangers étaient supprimées ainsi que les modérations de droits accordées par l'article 9, § 2 de l'ordonnance du 16 décembre 1843 à certaines marchandises prises dans les entrepôts français et réexportées en Algérie par des bâtiments français. — Enfin la prohibition établie sur les sucres raffinés importés de l'étranger en Algérie était levée, mais en revanche les sucres raffinés payaient, en sus des droits sur le sucre brut, une surtaxe de 5 francs par 100 kilos.

Loi du 17 juillet 1867.

La loi du 17 juillet 1867 (3) forme la base du régime commercial actuel de l'Algérie. C'est dire que son étude

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 316.

(2) Modifié par l'art. 1^{er} de la loi du 3 avril 1889.

(3) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 335.

sera faite plus loin dans tous ses détails et que nous devons nous borner dans cet historique à en caractériser l'esprit et les tendances. Le rapporteur (1), M. Chamblain, conseiller d'Etat, a caractérisé en ces termes le régime sous lequel elle a placé les relations commerciales entre l'Algérie et la métropole : « franchise réciproque et absolue »... « Elle place, ajoutait-il, nos possessions du nord de l'Afrique dans leurs rapports avec la métropole sur le même pied que les autres départements de l'Empire et leur assure, dans leurs rapports avec l'étranger, toutes les franchises et les modérations de droits actuellement compatibles avec les intérêts du Trésor public et ceux de l'industrie métropolitaine. Enfin, elle apporte dans les tarifs et, par suite, dans les opérations de douane, une simplification considérable également profitable à l'administration, au commerce algérien et au commerce métropolitain. » Cependant, pas plus que la loi de 1851, la loi de 1867 n'a consommé, quoi qu'on en ait dit, l'assimilation au point de vue douanier du territoire algérien au territoire français ; c'est ce qui apparaîtra dans la suite de nos explications (2).

La franchise des taxes douanières établie par la loi de 1867 entre la France et l'Algérie ne s'appliquait d'une part, en ce qui concerne l'importation dans la

(1) V. son rapport dans Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 335, note 1.

(2) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 188.

métropole, qu'aux produits réellement algériens, mais non aux produits étrangers qui, passés par l'Algérie, venaient ensuite d'Algérie en France. Ces produits étaient soumis aux mêmes droits que s'ils avaient été importés directement de leur lieu d'origine en France, sauf déduction seulement des droits qu'ils avaient pu acquitter à l'entrée en Algérie. D'autre part, en ce qui concerne l'importation en Algérie, la franchise s'appliquait bien tant aux produits français qu'aux produits étrangers nationalisés par l'acquit des droits dans la métropole, mais, suivant une exception dès longtemps établie, elle ne comprenait pas les sucres. Telles étaient les limites et les conditions du système de franchise réciproque établi entre l'Algérie et la métropole.

Restaient entièrement en dehors de ce système d'organisation toutes les marchandises étrangères non nationalisées. Elles formaient d'après la loi de 1867 pour le tarif algérien trois catégories : 1° le tableau A comprenait les denrées coloniales de consommation bénéficiant de taxes inférieures à celles en vigueur dans la métropole ; 2° dans le tableau B figuraient, soumis au tiers des droits applicables en France, la plupart des produits antérieurement admis en franchise ou à droits réduits ; 3° enfin le tableau C se composait des produits assujettis au même tarif que dans la métropole. Les produits étrangers non énumérés dans ces tableaux, ceux de la Tunisie, du Maroc ou du Sahara algérien, étaient admis en franchise.

L'esprit de la loi de 1867 peut se résumer dans ces deux formules : 1° la franchise est la règle et les droits sont l'exception ; 2° les droits fiscaux ne dépassent pas les droits les plus faibles, inscrits au tarif métropolitain. Elle était conçue dans le même ordre d'idées que la législation qui l'avait précédée, mais marquait un sens plus libéral : 1° franchise lorsque l'intérêt de la culture et de la colonisation est seul en jeu ou prépondérant ; 2° droits fiscaux dans l'intérêt du Trésor ; 3° droits destinés à éloigner ou à atténuer la concurrence étrangère en assurant un traitement privilégié aux marchandises françaises sur le marché algérien ; 4° droits toujours moins élevés que ceux du tarif général de France.

Ainsi, continuant l'évolution qui avait commencé dès l'ordonnance de 1835, la loi de 1867 facilitait, en les simplifiant, et resserrait de plus en plus les relations commerciales entre l'Algérie et la métropole, mais sans confondre pourtant les deux régimes douaniers. Elle laissait au contraire à l'Algérie des tarifs particuliers et une législation qui lui étaient propres.

Depuis cette loi, diverses dispositions sont survenues qui en ont, en partie, modifié l'économie ; les réformes les plus importantes furent réalisées par les lois du 29 décembre 1884 et du 2 août 1889, que nous allons étudier.

Loi du 29 décembre 1884.

Le régime de 1867 n'avait pas été favorable à la France. Les importations de France en Algérie, au lieu de croître, avaient diminué à cause de la concurrence étrangère favorisée par des exemptions ou des modérations de tarif. La métallurgie française notamment ne pouvait lutter contre les produits étrangers. Une réforme était urgente, et pour en comprendre l'importance il suffit de se reporter à l'époque où intervint la loi du 29 décembre 1884 portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1885 (1).

En 1884, le commerce d'exportation de la France traversait une crise redoutable depuis plusieurs années. Celles de nos industries qui étaient sans rivales et qui ne redoutaient aucune concurrence à l'étranger, notamment les industries parisiennes, avaient perdu la plupart de leurs débouchés. Préoccupé de restituer à notre commerce d'exportation toute son activité première, le gouvernement songea à modifier le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 sur la constitution des colonies, qui en leur donnant le libre vote de l'octroi de mer avait livré leur marché à la concurrence étrangère, ainsi que la loi du 17 juillet 1867 sur le régime commercial de l'Algérie. En vertu de ces lois, en effet, presque tous les produits qui acquittaient des droits de douane en

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 650.

France entraient en franchise dans nos principales colonies et en Algérie, ou ne payaient que des droits insignifiants à côté de ceux de la métropole (1).

Aussi notre exportation avait-elle été de 20 millions inférieure en 1881 à ce qu'elle avait été en 1860, alors que le mouvement général des échanges avait doublé et même triplé depuis 1851. Sans doute, certains prétendaient que cela tenait à ce que nos colonies étaient plus pauvres ; mais l'argument tenait difficilement en face des faits. En 1860, les importations de l'Algérie et des colonies en France se chiffraient par 180.400.000 fr. Les importations, en 1881, atteignirent le chiffre de 205.100.000 francs. Si donc l'Algérie et les colonies achetaient à la France moins qu'en 1860, il était à remarquer qu'elles lui vendaient de leurs produits pour près de 25 millions en plus. D'autre part, les importations étrangères allaient sans cesse en augmentant aux colonies. L'Algérie, en 1860, n'achetait que pour 18.100.000 francs à l'étranger, en 1881 elle importait pour 99.700.000 francs de produits étrangers.

Un fait particulièrement saillant met en lumière cette situation fâcheuse du commerce français ; la loi de 1867 plaçait en définitive la métallurgie française dans l'impossibilité de lutter contre la métallurgie étrangère. L'importation directe des produits bruts de l'industrie sidérurgique, c'est-à-dire des fontes, fers et aciers en

(1) Cpr., l'exposé des motifs de la loi du 25 décembre 1884 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 650, note 3).

barres ou en rails, fut en 1883, en Algérie, de 908 tonnes pour la France et de 12.025 tonnes pour l'étranger. En 1881, la France n'importe directement en Algérie, en fers, en fontes et àciers que 614 tonnes, alors que l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre en importèrent 22.315 tonnes. Il convient de tenir compte, en outre, des produits étrangers entrés en France sous le régime des admissions temporaires et réexportés en Algérie après travail. Or ces sortes de produits représentaient bien pour 1880, 8.600 tonnes et pour 1881, 14.000 tonnes.

Il importait donc impérieusement de prendre les mesures nécessaires pour restituer à la métropole le marché colonial. Il était difficile d'admettre que l'Algérie ait un régime commercial aussi compromettant pour les intérêts de la métropole. Le législateur de 1884 ne voulut pas cependant que les tarifs de douane de la métropole, tels qu'ils ressortaient du tarif général ou des traités de commerce, fussent purement et simplement applicables à l'Algérie. Il crut possible de restituer aux industries de la métropole le marché qui leur échappait dans notre grande colonie et de concilier en même temps les intérêts légitimes que les lois du 11 janvier 1854 et du 17 juillet 1867 avaient voulu protéger et les intérêts mêmes de la métropole, en ramenant les exceptions que ces lois consacraient aux strictes limites de ce qui était nécessaire.

En conséquence, la loi de finances du 29 décembre

1884 revint au régime consacré par l'article 4 de la loi du 11 janvier 1851, en décidant dans son article 10 : « Les produits étrangers importés en Algérie sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France. Sont exceptés de la disposition qui précède les produits mentionnés au tableau A annexé à la loi du 17 juillet 1867, modifiée par la loi du 16 mars 1875. Sont maintenues les dispositions de la loi du 17 juillet 1867 relatives aux produits naturels ou fabriqués originaires de la Régence de Tunis, de l'empire du Maroc ou du Sud de l'Algérie. Toutefois, les sucres étrangers importés en Algérie seront soumis aux surtaxes applicables aux sucres étrangers importés en France. Les dispositions de l'article 30 de la loi du 16 mai 1863 sont abrogées en ce qui concerne l'Algérie, pour les marchandises autres que celles inscrites au tableau A annexé à la loi du 17 juillet 1867, modifiée par celle du 16 mars 1875. »

Comme on le voit, cette loi, pas plus que les précédentes, n'assimilait l'Algérie à la France sous le rapport douanier (1).

La comparaison entre les chiffres des statistiques douanières afférentes aux années 1884 et 1891 montre que le nouvel état de choses a profité aux marchandises nationales. C'est ainsi que, pour l'année 1884, l'importation en Algérie des « outils et ouvrages en métaux »

(1) En ce sens : Req., 6 juin 1891 (*Revue algérienne*, 1891.2.513).

(produits français) s'élevait au chiffre de 4.983.000 fr. ; celle des « machines et mécaniques » à 2.793.000 fr. ; celle des « fers, fontes et aciers » à 242.000 francs. En 1891, ces importations comportaient les chiffres suivants : « outils et ouvrages en métaux » 5.452.000 fr. ; « machines et mécaniques » 4.096.000 francs ; « fers, fontes et aciers » 2.787.000 francs. Ce résultat était certain, car les produits étrangers qui pénétraient en franchise ou qui n'acquittaient que le tiers des droits inscrits dans le tarif métropolitain furent brusquement soumis aux taxes du tarif conventionnel, ou même à celles du tarif général.

Loi du 2 avril 1889.

La loi du 19 mai 1866 disposait, on se le rappelle, que la navigation entre la France et l'Algérie pourrait s'effectuer sous tous pavillons. Un très grand nombre de chambres de commerce françaises des ports maritimes demandèrent que la navigation entre la France et l'Algérie fut désormais assimilée au cabotage et réservée par conséquent au pavillon national. Cette réforme était considérée par ces assemblées comme l'utile complément de la loi du 29 décembre 1884. Elle aurait, pensaient-elles, l'avantage d'assurer un nouvel élément de fret aux navires caboteurs français, très éprouvés par la concurrence de nos voies ferrées.

C'est dans ces conditions qu'intervint la loi du 2 avril

1889 (1), réservant au pavillon national la navigation entre la France et l'Algérie. — Son article 1^{er} décide expressément que la navigation entre la France et l'Algérie ne pourra s'effectuer que sous pavillon français. — Son article 2 abroge l'article 9 de la loi du 19 mai 1866.

La loi du 2 avril 1889 ne put recevoir de suite son entier effet. Elle ne le pouvait en effet qu'après le 1^{er} février 1892, date de l'échéance des traités de commerce et de navigation, qui accordaient aux Etats contractants le bénéfice de la disposition inscrite dans l'article 9 de la loi du 19 mai 1866. Les termes de l'article 2 de la convention de navigation conclue avec la Belgique le 31 octobre 1881 et ceux de l'article 21 du traité franco-espagnol du 6 février 1882, garantissaient en effet à ces pays que leurs navires ainsi que leurs cargaisons jouiraient sous tous les rapports, en France et en Algérie, du même traitement que les navires nationaux. Il n'était fait d'exception à cette règle que pour la navigation de côte ou de cabotage.

Les puissances étrangères avec lesquelles nous étions liés par des conventions de navigation étaient également en droit de revendiquer les avantages concédés à la Belgique et à l'Espagne.

Aussi l'application intégrale de la loi de 1889 fut-elle ajournée au 4 octobre 1893, suivant avis du ministre du commerce en date du 4 septembre 1893 (2). — D'ail-

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 858.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 858, note b.

leurs la loi sur la marine marchande du 30 janvier 1893 décidait dans son article 5: « Tant que les nations qui bénéficient d'un traitement de faveur seront admises à faire naviguer leurs navires entre la France et les ports d'Algérie ou vice-versa, les navires français qui effectueront cette navigation auront droit aux avantages stipulés dans la présente loi en faveur du cabotage international. » Le décret du 25 juillet 1893 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi statuait dans son article 53 ainsi que suit: « Les navires effectuant la navigation entre la France et l'Algérie cessent d'avoir droit à la prime un mois après la date de la mise en vigueur intégrale de la loi du 2 avril 1889. »

La réforme introduite par la loi de 1889 avait d'ailleurs, dès sa promulgation, produit le résultat appréciable de supprimer la concurrence des marines étrangères auxquelles la France n'avait pas concédé le traitement de la nation la plus favorisée en matière de navigation.

Telle est, esquissée dans ses grands traits, l'histoire du régime commercial de l'Algérie. Il convient maintenant d'entrer dans le détail du régime actuel et de montrer comment il fonctionne, quelles sont les règles auxquelles il obéit et les effets qu'il produit.

DEUXIÈME PARTIE

RÉGIME ACTUEL.

Pour envisager et connaître en ses détails le régime actuel du commerce en Algérie il importe, croyons-nous, de le considérer tant au point de vue des importations que des exportations ; c'est en effet là le fonctionnement normal de tout commerce. Toutefois, une étude spéciale doit être réservée au régime de la navigation qui a subi des réformes importantes, notamment dans ces dernières années, en ce qui concerne les droits de quai en Algérie. D'autre part, il est bon de se bien fixer aussi sur le système législatif et le régime légal qui gouverne le commerce algérien. Aussi diviserons-nous cette étude en quatre titres : le premier, consacré au régime légal du commerce ; le second et le troisième, aux importations et aux exportations de l'Algérie ; le quatrième et dernier, réservé aux droits de navigation.

TITRE PREMIER

LE RÉGIME LÉGAL DU COMMERCE EN ALGÉRIE

Les principes essentiels qui dominent la législation française en matière de régime commercial se retrouvent également dans la colonie algérienne depuis l'article 10 de la loi du 11 janvier 1851, décidant que les lois, décrets et règlements ministériels actuellement en vigueur pour le service des douanes de France, s'appliquent à l'Algérie pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions de la présente loi. La formule fut reprise intégralement par l'article 9 de la loi du 17 juillet 1867. Il importe de bien fixer la portée et l'étendue de ce texte, capital en notre matière.

Il a été précisé ainsi que suit par le décret du 25 février 1851 relatif au délai d'applicabilité en Algérie des lois et décrets de la métropole sur les douanes : « Les lois et décrets, dit son article 1^{er}, rendus en matière de douane seront applicables en Algérie à compter du jour où ils seront réputés connus à Alger d'après les règles établies par l'article 1^{er} du Code civil (1). »

Les dispositions de ce décret sont restées en vigueur

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 133.

même après le décret du 27 octobre 1858, qui a édicté des règles spéciales pour la promulgation des lois et décrets en Algérie et elles reçoivent actuellement encore leur application (1).

Il ne faudrait pas déduire de ce texte, comme on l'a jugé parfois, que le droit commun douanier de la métropole soit depuis lors applicable de plein droit à l'Algérie, considérée sous ce rapport comme une partie intégrante du territoire français (2). Pareille doctrine n'est conforme, ni à la réalité de fait, ni à la vérité juridique.

En fait, il n'a été jusqu'à présent pas encore permis de considérer l'Algérie comme purement et simplement assimilée à la France au point de vue douanier. Elle a toujours eu, et elle a encore aurégime qui lui est propre ; son territoire n'est donc point à cet égard confondu avec celui de la métropole. L'assimilation prononcée par les lois du 11 janvier 1854, article 10, et du 17 juillet 1867, article 9, ne visait que les lois, décrets et règlements alors en vigueur dans la métropole, nullement les lois futures, et toujours sous cette réserve que ces lois, décrets et règlements ne seraient pas contraires à la législation spéciale de l'Algérie. — Ensuite, il ne faut pas confondre les règles relatives à l'applica-

(1) Décision du ministre de l'Algérie et des colonies en date du 11 août 1859 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 133, note 1).

(2) En ce sens, tribunal de commerce de Marseille, 12 décembre 1877 (*Bulletin judiciaire algérien*, 1878, p. 138).

bilité des lois à l'Algérie et celles propres à leur promulgation (1). Le décret du 25 février 1851 en disant que les lois de douanes « sont applicables en Algérie », n'a voulu consacrer l'assimilation de l'Algérie à la France qu'au point de vue du mode de promulgation des lois douanières ; mais le texte laisse entière la question de l'application à l'Algérie des lois de douane de la métropole. A cet égard la présomption doit être la non-applicabilité de toute loi douanière faite pour la France, puisque, nous le répétons, le texte ne statue qu'au point de vue spécial de la promulgation de ces lois (2).

La jurisprudence est restée longtemps incertaine. Un arrêt de la Cour d'Alger du 24 juin 1878 (3) et l'arrêt de la Chambre des requêtes qui rejeta le pourvoi, le 21 juillet 1879 (4), semblent ne pas faire de distinction et confondre la question d'application et celle de promulgation. Mais cette distinction, telle que nous venons de l'établir est très nettement formulée dans deux arrêts de la Cour suprême, rendus dans la même affaire, le premier par la Chambre civile, le 5 mars 1879, sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Desjardins (5), le second, toutes Chambres réunies, le 22 juil-

(1) V. sur cette distinction : Sumien, *Le régime législatif en Algérie*, p. 55 et suiv.

(2) En ce sens : Jacquey, *De l'application des lois françaises en Algérie*, p. 31 ; Sumien, *op. cit.*, p. 64 ; Tilloy, *op. cit.*, V^o Douanes, n^{os} 4 et 5.

(3) *Bulletin judiciaire algérien*, 1879, p. 3.

(4) *Revue algérienne*, 1894.2.327.

(5) *Bulletin judiciaire algérien*, 1879, p. 113.

let 1881 (1) et qui eurent un grand retentissement dans toute l'Algérie. Cette jurisprudence a été confirmée par l'arrêt de la Chambre des requêtes du 9 juin 1891, statuant cette fois sur la loi du 29 décembre 1884 et disant que cette loi, pas plus que les précédentes, n'a assimilé l'Algérie à la France (2) sous le rapport commercial et douanier.

Conformément à ces principes, il a été jugé qu'il résulte de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1851 qu'il y aura lieu d'appliquer en Algérie les articles 10 et 11 de la loi du 27 février 1832 relatifs à la garde des marchandises confiées à l'entrepôt réel, et que les dispositions de ces articles peuvent être invoquées par les commerçants contre le concessionnaire de cet entrepôt qui est tenu de toutes les obligations que la loi impose aux villes et qui, notamment, en sa qualité de dépositaire public rémunéré par la perception d'un droit de magasinage, est responsable, sauf le cas de force majeure des objets déposés en entrepôt aux termes des articles 1927 et suivants du Code civil (3).

Il est à remarquer enfin, que la pratique gouvernementale et la jurisprudence sont unanimes à décider que les conventions internationales passées entre la France et une nation étrangère se trouvent de plein droit applicables à l'Algérie sans qu'il soit besoin de

(1) *Bulletin judiciaire algérien*, 1881, p. 257.

(2) *Revue algérienne*, 1891.2.513.

(3) Alger, 24 juin 1878 et Req., 21 juillet 1879, précités.

déclaration spéciale (1). Les traités de commerce se trouvent donc étendus *ipso facto* à l'Algérie dont le régime sur ce point se confond avec celui de la métropole (2).

On voit par ces données qu'il était essentiel de préciser au début de cette étude combien le régime commercial de l'Algérie se rapproche de celui de la métropole, sans toutefois s'identifier avec lui ; nous allons le constater au point de vue de l'établissement des tarifs douaniers et des pouvoirs du gouverneur général de l'Algérie en cette matière.

Suivant un principe essentiel de droit public métropolitain, les taxes de douane ne peuvent, comme tous les impôts, être établies à titre définitif que par des lois. Seulement, dans les cas et dans les conditions déterminées par ces lois, des modifications provisoires ou même définitives peuvent être apportées aux tarifs par de simples décrets. D'ailleurs, en dehors des disposi-

(1) Sumien, *op. cit.*, p. 79. — Circulaire ministérielle du 21 février 1868 (*Bulletin de la préfecture d'Alger*, 1868, p. 159).

(2) En vertu de ce principe ont été déclarées applicables de plein droit à l'Algérie :

La Convention entre la France et l'Autriche le 11 décembre 1866. — Alger, 12 décembre 1870 (*Jurisprudence algérienne*, 1870, p. 29).

La Convention du 18 mars 1862 entre la France et l'Espagne. — Alger, 11 mai 1871 (*Ibid.*, 1871, p. 17).

Les traités du 24 mars 1860 et du 11 septembre 1860 entre la France et les Etats Sardes. — Tribunal de Tlemcen, 6 mars 1885 (*Revue algérienne*, 1885.2.243).

La Convention du 28 février 1880 entre la France et l'Allemagne. — Tribunal d'Alger, 1^{er} juin 1887 (*Revue algérienne*, 1889.2.40).

tions relatives à la fixation des droits, le gouvernement peut toujours régler par voie de décrets tout ce qui touche aux conditions et aux formes de la perception et se rattache, en général, aux mesures de haute administration. C'est ainsi que des décrets suffisent pour établir toutes les prohibitions de police sanitaire ou de défense nationale.

En Algérie, la loi du 11 janvier 1851 a réservé de même, en principe, au pouvoir législatif la réglementation du tarif douanier de la colonie. Mais, aux termes de l'article 9 de cette même loi, le président de la République peut, par voie de décret : 1° Classer les nouveaux produits naturels que présentera le commerce pour être admis au tableau 1^{er} de l'article 1 à la charge de convertir les dispositions ordonnées en projet de loi dans le délai d'une année ; 2° déterminer les bureaux et zones du littoral et de la frontière de terre par où devront avoir lieu les importations et les exportations, suivant les provenances et les classifications ; 3° désigner le lieu des entrepôts réels sur la côte ou dans l'intérieur et réglementer les entrepôts ; 4° établir et réglementer les bureaux de visite et de garantie nécessaires pour empêcher les produits frauduleux de nuire au commerce de la France avec l'intérieur de l'Algérie ; déterminer les dimensions de tissus et autres produits nécessaires au commerce en exigeant la garantie des marques de fabrique ; 5° accorder temporairement l'exportation à l'étranger des drilles et cartons, des écorces à tan, des minerais de

cuivre, des armes, des projectiles et des munitions de guerre ; 6° en cas d'insuffisance de la navigation française, accorder temporairement la faculté de cabotage en Algérie à des navires étrangers avec ou sans exemption du droit de tonnage ; 7° accorder l'exemption du droit de tonnage aux navires arrivant chargés de bois du Nord lorsqu'ils repartiront chargés de produits français ; 8° appliquer aux contraventions commises contre les dispositions des décrets sur ces diverses réglementations des amendes fixées par voie de règlement d'administration publique sans préjudice de la confiscation des objets saisis en fraude ou en contrebande d'après les règles subies en France. Aux termes du même article, les décrets rendus en vertu des paragraphes 1, 6, 7 et 8 du présent article devaient être soumis à l'Assemblée législative pour être convertis en lois dans le cours de l'année qui suivait leur promulgation.

De même l'article 8 de la loi du 17 juillet 1867 décide : « La nomenclature des tableaux A, B, C et D, annexés à la présente loi pourra être modifiée par des décrets de l'Empereur. Ces décrets devront être convertis en projets de loi et soumis dans le délai d'une année à la sanction du Corps législatif. »

En vertu de l'article 1^{er}, n° 19 du décret du 30 avril 1861, sur les attributions du conseil supérieur institué près le gouverneur général de l'Algérie (1), ce conseil doit nécessairement être appelé à donner son avis sur les tarifs de douane ou d'octroi en Algérie.

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 253.

TITRE II

RÉGIME DE L'IMPORTATION ET OCTROI DE MER.

Les marchandises françaises ou étrangères importées en Algérie sont frappées à leur entrée d'un double droit qu'il importe de soigneusement distinguer. D'abord, il y a des taxes de douane et, ensuite, il y a un droit spécial qu'on appelle l'octroi de mer, véritable droit d'octroi municipal, distinct et différent des droits de douane, n'ayant de commun avec ceux-ci que le mode de perception confié aux agents des douanes et qui méritent à ce titre une mention spéciale dans l'étude du régime commercial algérien.

CHAPITRE PREMIER

RÉGIME DE L'IMPÓRTATION.

La loi de 1867 impose une distinction essentielle entre l'importation avec la France et ses colonies d'une part, et l'importation avec l'étranger d'autre part.

SECTION I. — Importation de France.

Conformément à l'article 2 de la loi du 17 juillet 1867, les produits originaires de la France, naturels ou fabriqués, sont, à leur importation directe dans les ports de l'Algérie, admis en franchise. Telle est la règle générale. Exception n'est faite que pour les sucres et les produits étrangers nationalisés par le paiement des droits.

Sur les sucres, tant des colonies que des fabriques de la métropole, les droits imposés à l'entrée en Algérie étaient tarifés de la façon suivante par le tableau A annexé à la loi de 1867 : sucres bruts de toute origine, 10 francs les 100 kilogs ; sucres raffinés de toute origine, 15 francs les 100 kilogs. La loi du 19 mars 1875 qui ratifiait et convertissait en loi le décret du 29 septembre 1873, modifia ce tarif. Désormais les sucres

bruts de toute origine payent 20 francs les 100 kilogs, et les sucres raffinés de toute nature 30 francs les 100 kilogs (1). Les droits sont établis, décime compris ; ils sont passibles de la taxe additionnelle de 4 0/0 résultant de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1873.

Actuellement, les droits à l'importation des sucres restent toujours fixés par la loi du 19 mars 1875 et non par celle du 10 juillet 1880, qui n'ayant pas été spécialement promulguée en Algérie n'y est pas applicable (2).

L'administration des douanes considère que les sucres raffinés provenant des fabriques de la métropole sont admissibles en Algérie aux droits du tarif minimum à leur importation en Tunisie (3).

Les sucres en pains ou petits cristaux titrant plus de 98°, exportés de la métropole à la décharge de compte d'admission temporaire, sont traités en Algérie comme sucres bruts et non comme raffinés (4).

Enfin, malgré l'abrogation de l'article 30 de la loi du 16 mai 1863, les sucres raffinés, les vergeoises, les sucres en pains ou petits cristaux importés en Algérie continuent à être reçus à la décharge des comptes d'admission temporaire de sucres bruts (5).

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 457.

(2) En ce sens : Trib. civ. de Bône, 11 décembre 1894 (*Revuc algérienne*, 1895. 2.114).

(3) Décision de l'administration du 17 juin 1891 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 338, note 2).

(4) Loi du 17 juillet 1880, art. 17.

(5) *Pandectes françaises*, V^o Douanes, n^o 2093.

Quant aux chocolats, les droits perçus en Algérie sur le sucre employé à la fabrication de 100 kilogs de cette matière étaient inférieurs de 10 fr. 90 aux droits appliqués en France au sucre employé pour la même fabrication. Comme cette somme représentait, d'après le tarif métropolitain, une quantité de 18 kilogs de sucre, exprimés en raffiné, un décret du 12 juillet 1887 (1) est venu décider, dans son article 2, que les chocolats exportés de France à destination de l'Algérie seraient reçus à la décharge des comptes d'admission temporaire des sucres, à raison de 18 kilogs de sucre raffiné pour 100 kilogs de chocolat fabriqué dans les conditions déterminées par l'article 3 du décret du 17 août 1880. Son article 3 abroge le décret du 29 décembre 1884, ainsi que les dispositions des décrets du 16 mai 1882 et du 23 mai 1883 qui seraient contraires aux siennes.

Les morues expédiées de France en Algérie ont droit au bénéfice de la prime, les viandes salées et les beurres salés ont droit au *drawback*. Mais, les tissus de coton ne jouissent pas à l'entrée en Algérie du remboursement accordé par la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes pour les expéditions à l'étranger (2).

Les marchandises dont l'exportation est prohibée

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 770.

(2) *Pandectes françaises*, V^o Douanes, n^o 2091.

dans la métropole ne peuvent être reçues à l'entrée en Algérie (1).

Enfin, les produits étrangers réexportés de France ou transbordés dans un port français sont traités en Algérie comme provenances directes de leur pays d'origine et non comme provenances de France. Ils sont soumis aux formalités prescrites pour les mutations d'entrepôt (2).

Les marchandises venant de France par suite d'entrepôt ou de transit sont traitées en Algérie comme si elles arrivaient de l'étranger. Celles qui sont d'origine extra-européenne et ont été importées en France par la voie d'un pays d'Europe sont passibles des surtaxes inscrites dans le tarif métropolitain, lorsqu'elles ne sont pas au nombre des articles spécialement dénommés au présent tarif (3).

Les règles relatives à l'admission en entrepôt fictif sont les mêmes en Algérie qu'en France. En conséquence, la durée de l'entrepôt fictif y est d'un an et les marchandises peuvent en être retirées pour toutes destinations légales. Dans les villes frontières de mer ou de terre où il existe des bureaux de douane, ainsi qu'à Constantine, les marchandises étrangères peuvent être mises en entrepôt fictif, pour deux ans à Bône et à Phi-

(1) Art. VI de la loi du 11 janvier 1851.

(2) Tilloy, *op. cit.*, V^e *Douanes*, n^o 30.

(3) Circulaire du Directeur général des douanes du 30 décembre 1884 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 651, note 1, a).

lippeville, et, pour un an, à moins de prorogation expresse de six mois, dans les autres bureaux, avec interdiction de sortie pour la réexportation, sauf diverses exceptions. Ainsi l'interdiction de sortie, pour la réexportation, des entrepôts fictifs spéciaux ne s'applique pas aux sucres, cafés, girofles ; elle ne porte pas non plus sur la houille entreposée à Bône, à Philippeville et à Beni-Saf. De même la réexportation des marchandises taxées à 20 francs au moins par 100 kilogs est autorisée à Nemours, Tebessa, Souk-Ahras, Lalla-Maghenia et la Calle. Les mêmes marchandises peuvent être retirées de tous les entrepôts fictifs pour être expédiées en transit sur les bureaux des villes énumérées. Enfin, les marchandises de toute nature placées dans un entrepôt fictif spécial peuvent toujours être retirées pour expédition sur un autre bureau. D'autre part, les marchandises passibles de l'octroi de mer peuvent être entreposées avec faculté de réexportation dans tous les ports où il existe un bureau de douane ; elles peuvent aussi, à l'exception des boissons, être reçues dans les entrepôts réels (1).

La loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes qui a consacré, en cette matière, l'assimilation des colonies à la métropole décide dans son article 7, que les produits naturels ou fabriqués des colonies françaises sont admis en fran-

(1) *Pandectes*, V^o *Douanes*, n^{os} 1064 et s.

chise en Algérie dans les mêmes conditions qu'en France.

Les importations par mer de Tunisie en Algérie tombent sous l'application du régime de faveur résultant de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1890 (1).

SECTION II. — Importations de l'étranger.

Il importe de distinguer ici les importations par mer et les importations par terre.

§ 1^{er}. — Importations par mer.

La loi de 1887 posait le principe de la franchise absolue et réciproque entre la France et l'Algérie ; la même liberté devait-elle être accordée à l'Algérie dans ses rapports avec l'étranger ? La loi de 1867 ne l'a pas voulu. En effet, à côté des intérêts exclusivement algériens, il en est d'autres qu'il importait de sauvegarder ou qu'il pouvait être convenable de favoriser ; les intérêts du Trésor et les intérêts de certaines industries métropolitaines. Sans doute, au point de vue exclusif de l'Algérie, celle-ci n'a rien à gagner à un système quelconque de droits de douane ; aussi ses chambres de commerce avaient-elles demandé avec insistance la

(1) Circulaire du Directeur général des douanes du 21 juillet 1890 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 651, note 3, a).

suppression complète de droits qui n'étaient à leurs yeux que des charges sans compensation.

En effet, les droits imposés aux produits étrangers n'ont pas et ne peuvent avoir pour l'Algérie le caractère de droits protecteurs : il y a, en Algérie, peu de produits industriels ou manufacturés à protéger. Cette considération n'a pas arrêté le législateur de 1867 ; il a voulu permettre au Trésor de percevoir des droits destinés à couvrir les dépenses de l'Etat dans une certaine mesure. Cela était équitable : l'Algérie ne se suffit pas encore à elle-même ; elle a besoin des soldats et de l'argent de la France pour pourvoir à sa défense, à sa sûreté intérieure, à son administration, à ses travaux d'utilité publique ; quoi de plus équitable qu'elle verse sa part dans cette rémunération ?

Le principe pour les importations par mer de l'étranger est que les produits étrangers sont soumis aux mêmes droits et surtaxes que s'ils étaient importés de la métropole, c'est-à-dire que ce principe est l'admission en franchise. Pareille disposition apporte une simplification considérable dans le tarif des douanes, rend plus faciles les vérifications et plus rapides les opérations commerciales. Mais, cette règle générale établie, la loi s'est préoccupée des deux intérêts qu'elle avait à ménager, celui du Trésor, et celui des industries métropolitaines. Voici les dispositions qu'elle a prises à ce double égard et la détermination des droits qui sont établis décimes compris.

Dans l'intérêt du Trésor, la loi impose sur différents objets de consommation des droits fiscaux qui sont énumérés au tableau A, lequel fut d'ailleurs modifié par la loi du 19 mars 1875, article 3. Ce sont les suivants :

Cafés	30 fr. les 100 kilos.
Poivres et piments	15 fr. —
Clous de girofle.	50 fr. —
Griffes de girofle	12 fr. —
Cannelle de toute espèce	15 fr. —
Cassia lignea	15 fr. —
Muscades en coques	50 fr. —
Macis	75 fr. —
Vanille.	100 fr. —
Tabacs en feuilles ou en côtes.	20 fr. —
Tabacs fabriqués.	40 fr. —

Les chocolats et cacaos broyés de provenance étrangère paient les droits du tarif métropolitain.

Aux termes de l'article 2 du décret du 25 mars 1897 :
 « Les chocolats exportés en France à destination de l'Algérie seront reçus à la décharge des comptes d'admission temporaire de sucre à raison de 3 kilogs 85 de sucre raffiné pour 100 kilogs de chocolat fabriqué dans les conditions déterminées par l'article 3 du décret du 17 août 1880 (1). »

Enfin, la loi du 5 avril 1898, modifiant les articles 12, 13 et 16, § 2, 17 *bis* et 30, § 2 du tableau A du tarif gé-

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1896-1897, p. 88.

néral des douanes, concernant les porcs, cochons de lait, viandes fraîches et viandes salées de porc, charcuterie et saindoux, décide, dans son article 2 : « Les porcs, les porcelets, les viandes de porc fraîches, la charcuterie fabriquée et les saindoux importés par mer de l'étranger en Algérie y acquittent les droits du tarif métropolitain. Le même tarif s'applique aux viandes salées de porc importées dans les mêmes conditions, déduction faite de la taxe de consommation afférente au sel employé à leur préparation (1) »

Une circulaire du Directeur général des douanes du 10 mars 1897 (2) notifie une décision, concertée entre le ministre des finances et le ministre du commerce, portant que le droit applicable en Algérie aux viandes salées de porc étrangères doit être fixé au taux du tarif métropolitain, déduction faite de la moyenne de drawback allouée aux salaisons exportées de France en Algérie, soit 22 fr. 25, par cent kilogrammes net de viande salée.

La loi de 1867 impose également à l'Algérie des droits différentiels, portant exclusivement sur les produits étrangers et destinés à assurer à l'industrie métropolitaine la jouissance, sinon exclusive, du moins privilégiée, du marché algérien. Ces droits sont énumérés dans les tableaux B et C annexés à la loi de 1867.

Les droits du tableau B sont fixés au tiers des droits

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1898, p. 46.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1896-97, p. 72.

applicables dans la métropole. Les marchandises énumérées dans ce tableau sont pour la plupart celles que les régimes antérieurs à la loi de 1867 admettaient tantôt en franchise, tantôt au cinquième, au quart ou à la moitié des droits métropolitains ; les principales sont le fer et ses dérivés, le cuivre, le plomb, les produits chimiques, les ouvrages en métaux. Il importe de remarquer que ces trois derniers articles sont affranchis de tout droit lorsqu'ils servent à l'agriculture.

TABLEAU B. — Marchandises étrangères admises en Algérie moyennant le tiers des droits applicables dans la métropole : — Fontes, fers en bancs et rails ; tôle, fils de fer ; acier en barres, en bandes ou en tôles ; cuivre pur, allié, laminé ; plomb laminé ; produits chimiques ; poterie fine, savoir : porcelaines, grès fin, faïence fine et les variétés de faïence stannifère ; verres, autres que les verres à vitres et cristaux ; papiers ; machines et mécaniques de toute sorte à vapeur ou autres, en appareils complets ou en pièces détachées, autres que les machines et mécaniques servant à l'agriculture (1) ; outils autres que les outils aratoires ; armes de commerce ; ouvrages en

(1) Sous la dénomination de machines servant à l'agriculture, le tableau des droits comprend expressément des appareils autres qu'à vapeur ; mais le texte et l'exposé des motifs de la loi démontrent qu'on a entendu établir la franchise pour les machines agricoles de toute sorte. Décision de l'administration des douanes du 27 décembre 1897 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 338, note 1).

métaux de toute sorte, autres que ceux servant à l'agriculture.

TABLEAU C. — Les droits du tableau C sont les mêmes que ceux de la métropole. Pour le paiement de ces droits, comme pour le calcul des droits du tableau B, l'importateur a le choix entre le tarif général et les tarifs conventionnels. Le tableau C renferme : 1° les tissus de toute sorte, soie, laine, lin, chanvre, coton, crin, jute, phormium tenax, etc. ; et comme conséquence les effets à usage ; 2° les morues de pêche étrangère : la loi accorde une prime à la pêche à la morue pour les armateurs français, on comprend qu'il y aurait inconséquence à ne pas leur conserver par une taxe égale à celle de la France les débouchés que leur offre la consommation algérienne ; 3° les bâtiments de mer et embarcations de toute sorte : l'établissement de cette taxe a pour but d'empêcher une fraude trop facile qui consisterait à faire nationaliser en Algérie des bâtiments et embarcations qu'on introduirait ensuite en France sans payer de droits ; 4° les boissons fermentées et distillées ; 5° les armes et munitions de guerre ; 6° les contrefaçons. Ces deux articles sont en France frappés de prohibition ; l'application du même régime qui leur est faite en Algérie n'a pas besoin d'être justifiée.

En dehors de ces produits énumérés dans les tableaux A, B, C, les produits étrangers sont, nous le répétons, admis en franchise absolue, quelle que soit

leur origine (1). Toutefois, la législation spéciale à l'Algérie apporte certaines exceptions à ce principe.

En ce qui concerne les armes et les munitions de guerre, la loi du 14 août 1885 n'est pas applicable en Algérie ; par suite, ces marchandises demeurent prohibées en Algérie conformément au tableau C de la loi de 1867.

Pour les allumettes chimiques, leur prohibition dans la métropole n'est motivée que par le monopole que l'État s'y est réservé à leur sujet ; mais ce monopole n'existant pas en Algérie la prohibition y serait sans cause. En conséquence, les allumettes de provenance étrangère y sont admises, sauf seulement le paiement des droits frappés en France sur les allumettes importées pour le compte du monopole (2).

Quant aux cartes à jouer, celles à figures françaises, autres que celles des fabriques de l'État, sont prohibées comme contrefaçons frauduleuses ; celles à figures étrangères sont admises sous le paiement des droits du tarif de la bimbeloterie. D'ailleurs, les cartes admises à ce régime doivent être fabriquées avec du papier non filigrané et différer sensiblement des cartes au portrait français, quant aux dimensions et aux figures. Ces figures ne doivent porter d'autre nom que celui du fabri-

(1) Circulaire du Directeur général des douanes du 23 juillet 1867 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 336, note b).

(2) Circulaire du Directeur général des douanes du 23 janvier 1885 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 651, note b).

cant et l'as de trèfle ne doit être entouré d'aucun ornement (1).

Quant au praiiss ou sauce de tabac, bien qu'il ne soit pas spécialement dénommé dans la loi, il paraît certain que l'intention du législateur n'a pas été d'en interdire l'entrée en Algérie. D'un autre côté, son assimilation aux tabacs fabriqués aurait pour résultat de frapper ce produit d'un droit prohibitif. Dans ces conditions, le praiiss est, comme le tabac en feuilles ou en côtes, assujetti seulement au droit de 20 fr. 80 par kilogr. net (2).

Les bières étrangères paient en Algérie le droit de douane, mais déduction faite du droit de fabrication de 3 fr. 75 perçu sur les bières françaises et inexistant dans la colonie. En revanche les viandes salées sont imposées en Algérie comme en France, bien que la taxe de consommation sur le sel n'existe pas dans la colonie (3).

Mentionnons enfin, en terminant, sur les importations venant par mer de l'étranger, que des admissions temporaires peuvent être accordées aux produits étrangers.

Le régime de l'admission temporaire est accordé en Algérie, d'abord aux blés et froments étrangers impor-

(1) Circulaire du 23 janvier 1885, précitée.

(2) Décision du ministre des finances du 3 juin 1890 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 651, note 2, b).

(3) *Pandectes françaises*, V^o *Douanes*, n^o 2105.

tés pour la mouture, d'ailleurs sans distinction d'espèce ni d'origine par le décret du 17 février 1886 (1).

L'admission peut être accordée également, sous les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836, aux cacaos et sucres de canne exotiques, ou aux sucres de betterave français importés en Algérie pour la fabrication du chocolat par le décret du 21 juillet 1887 (2). L'importateur doit, en pareil cas, s'engager par une soumission valablement cautionnée à réintégrer en entrepôt en France, dans un délai maximum de quatre mois, 100 kilogs de chocolat pour 53 kilogs de cacao et 54 kilogs de sucre raffiné, ou une quantité équivalente de sucre brut. Les chocolats présentés pour la décharge des comptes sont à cet effet et au moyen de passavants de cabotage, expédiés en colis plombés sur les bureaux de Marseille, Bordeaux ou Nantes où ils sont vérifiés et entreposés jusqu'à réexportation ou mise en consommation. Ils ne doivent pas valoir moins de 2 fr. 50 le kilog en fabrique, droits compris, et être composés exclusivement de cacao, de sucre et d'aromates, sans autre substance. Toute manœuvre tendant à faire admettre comme pour des chocolats mélangés entraîne déchéance de l'admission temporaire, sans préjudice des peines de la loi du 5 juillet 1836. Ces chocolats peuvent être réexpédiés avec acquit-à-caution en Algérie pour la consommation, moyennant le paiement

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 672.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 771.

des droits du tarif algérien et de l'octroi de mer sur les matières premières employées à leur fabrication comme il convient.

§ 2. — Importations par terre.

L'Algérie fait un commerce important avec la Tunisie et le Maroc, comme aussi avec les peuplades du Sahara et du Soudan, à l'aide de caravanes. Dans un but politique aussi bien que commercial, le législateur de 1867 n'a voulu entraver par aucune gêne les relations que les caravanes établissent entre l'Algérie et l'intérieur de l'Afrique. Aussi la loi décide-t-elle, dans son article 6, que les produits étrangers importés en Algérie par les frontières de terre sont soumis au régime établi par le tableau D annexé à la loi. Ce tableau dispose ainsi que suit : « Produits naturels ou fabriqués, originaires de la Régence de Tunis, de l'empire du Maroc et du Sud de l'Algérie, exempts ; — de toute autre origine, même régime qu'à l'importation par mer ». Les produits naturels ou fabriqués, originaires de la Régence de Tunis, de l'empire du Maroc et des contrées situées au Sud de l'Algérie sont donc en jouissance d'une franchise absolue. Cette disposition fut maintenue par l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884. Toutefois, un décret du 14 avril 1875 est venu prohiber l'importation en Algérie, par voie de terre, des écorces à tan de provenance tunisienne (1).

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 459.

D'ailleurs, la disposition de l'article 6 de la loi de 1869 est de droit étroit et doit être interprétée dans un sens restrictif. Par suite, des vêtements confectionnés en Tunisie ou au Maroc avec des tissus anglais doivent être taxés comme s'ils étaient importés d'Angleterre. Il en est de même pour les tissus fabriqués en Tunisie ou au Maroc avec des fils anglais. La seule tolérance qu'il y aurait à admettre serait pour le cas de tissus dont la matière première, c'est-à-dire le coton, aurait été filée et tissée en Tunisie ou au Maroc. Il n'y a pas à rechercher qu'elle a été l'origine du coton du moment où il a été filé dans ces deux pays (1).

Les tissus fabriqués en Tunisie ou au Maroc avec des fils anglais sont admissibles en Algérie au droit du tarif minimum, à l'importation par mer comme à l'importation par terre (2).

Les marchandises tunisiennes arrivant par terre en Algérie ne doivent pas être comprises dans les limitations spéciales prévues par l'article 5, § D de la loi du 19 juillet 1890, puisque la franchise leur a été primitivement accordée par les lois non abrogées en date du 17 juillet 1864 et du 29 décembre 1884 (3).

La mesure prise par la loi de 1867 était fort sage ;

(1) Décisions du Directeur général des douanes du 14 janvier et du 21 mai 1887 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 338, note a).

(2) Décision de l'administration du 22 novembre 1888 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 338, note b).

(3) Lettre de l'administration des douanes du 30 décembre 1890 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 651, note 3 d).

elle devait dans l'esprit de ses auteurs laisser libre et, partant, favoriser le commerce des caravanes. Mais dans la pratique, elle devint insuffisante, avec le temps, ou mieux, fut appliquée à contre-sens.

Tout d'abord, les conseils municipaux des villes algériennes, préoccupées de faire rendre à l'octroi de mer les recettes les plus élevées, réclamèrent l'établissement dans le Sud de bureaux de douanes afin d'atteindre les importations de toutes les caravanes. L'administration accéda à ces demandes d'autant plus volontiers, qu'en fait des fraudes nombreuses étaient constatées, et elle se hâta d'établir des bureaux de douane sur les trois frontières de la Tunisie, du Maroc et du Sud, avec mission de faire acquitter les droits aux marchandises étrangères, anglaises ou italiennes, par exemple, que les caravanes apportent souvent avec elles.

Ce fut l'œuvre du décret du 24 juillet 1890, qui vint organiser le service des douanes sur les frontières de la Tunisie et du Maroc (1). Il fixe les villes et ports par lesquels l'importation pourra avoir lieu, établit et organise de nouveaux bureaux et de nouvelles brigades de douane et décide enfin dans son article 3 que : « seront soumises à la police du rayon frontière de terre en Algérie, les marchandises prohibées, les armes et munitions, les denrées coloniales, les tissus de coton et toute autre marchandise que l'administration des douanes

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 902.

jugerait nécessaire d'ajouter à cette liste. Ces additions seront prononcées par décision de ladite administration des douanes et notifiées au commerce par voie d'insertion au *Journal officiel* de la colonie (1) ».

Appelée à interpréter la disposition de cet article 3, la Cour d'Alger a décidé que : « Le décret du 24 juillet 1890 assujettit en Algérie à la police du rayon frontière, c'est-à-dire aux lois sur la contrebande, les marchandises prohibées et spécialement les tissus de coton. — En déterminant le rayon douanier de la frontière et de l'Algérie et en soumettant ce rayon à la police douanière, le décret de 1890 a, implicitement et nécessairement, placé ce rayon sous l'empire de toutes les lois générales répressives de douane. — En cette matière, le tribunal de répression n'est pas autorisé à excuser le contrevenant en se basant sur son intention et sa bonne foi, non plus qu'à appliquer les circonstances atténuantes prévues par l'article 463 du Code pénal, la loi abandonnant à l'administration seule l'examen des questions d'intention et de bonne foi du contrevenant, et lui laissant le soin d'apprécier les circonstances qui, dans chaque espèce, peuvent être de nature à faire modérer ou même remettre les peines encourues ou prononcées (2). »

Il a été jugé d'autre part, que le décret du 24 juillet

(1) Le décret n'a reçu son exécution, aux termes mêmes de son article 4, qu'à partir du 1^{er} janvier 1891.

(2) Alger, 16 février 1895 (*Revue algérienne*, 1895. 2.213).

1890 qui a force de loi en Algérie, a étendu jusqu'à Tlemcen le rayon frontière dans lequel doit s'exercer la surveillance des douanes. — Est donc fondée la prévention d'importation en contrebande par voiture de marchandises prohibées bien que les marchandises n'aient été découvertes ou saisies que dans la ville de Tlemcen. — En cette matière, le prévenu n'est pas recevable à exciper de sa bonne foi. — Alors au contraire qu'il ne se trouve pas dans le cas d'immunité prévu par l'article 29 de la loi du 22 août 1791, sa feuille de route ne mentionnant ni la nature de la marchandise, ni le nom de son propriétaire. — Mais les tribunaux ont le droit de puiser dans les circonstances de la cause des motifs d'ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de la peine encourue (1).

Cette réglementation parut insuffisante ; des faits nombreux de contrebande, principalement sur les sucres, dans la province d'Oran, étaient signalés à l'administration des douanes, qui, désarmée, ne pouvait que solliciter l'intervention du ministère public (2). Aussi, à la date du 2 août 1898, intervenait-il un décret complétant et modifiant le décret du 24 juillet 1890 (3).

Le décret du 2 août 1898 est ainsi conçu : « Vu le décret du 24 juillet 1890 qui a réorganisé le service des

(1) Alger, 28 décembre 1895, *Revue algérienne*, 1896.2.260.

(2) V. la circulaire du procureur général d'Alger, en date du 13 janvier 1898 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1898, p. 3).

(3) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1898, p. 86.

douanes sur les frontières de terre, de l'est et de l'ouest de l'Algérie ; vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, et d'après l'avis du ministre des finances ;

ART. 1^{er}. — Le décret précité du 24 juillet 1890 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. — L'importation par les frontières de terre des produits de toute provenance et l'exportation des produits du sol et de l'industrie de la métropole et de l'Algérie ou de ceux qui auront été nationalisés par le paiement des droits, auront lieu par les villes et postes ci-après désignés ; pour la frontière de l'Est : par la Calle, Roum-el-Souk, Bou-Hadjar, Gardhimaou (gare internationale) (1), Souk-Ahras, Sionnet-el-Dieb, Tébessa, Biskra, El-Oued ; pour la frontière ouest : par El-Aricha, Gar-Rouban, Lalla-Maghrnia, Nédroma et Nemours (2).

Art. 2. — L'action du service des douanes aura pour limite intérieure les places dénommées ci-après : à l'Est : La Calle, Le Tarf, Bou-Hadjar, Soufi-Ahras, M'Daourouch, Sionnet-el-Dieb, Bordj-Morsott, Bordj-

(1) Un décret du bey de Tunis du 15 septembre 1899 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1899, p. 61) est venu réglementer le fonctionnement du bureau des douanes françaises établi à la gare de Ghar-dimaou.

(2) Un arrêté du général commandant la division d'Oran, du 4 octobre 1898 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1898, p. 101) est venu déterminer les voies les plus directes conduisant au bureau des douanes de El-Aricha.

Meskiana, Kenchela, la route de Batna jusqu'à l'Oued-Fires, l'Oued-Fires jusqu'au Djebel-M'Aurel ; la ligne des crêtes jusqu'à El-Kantara ; la ligne ferrée jusqu'aux limites du douar El-Outaïa ; la limite ouest de ce douar ; Aïn-Ousmash, Chegga, les routes de Touggourt ; à l'Ouest : Beni-Saf, Montagnac (Remchi), Tlemcen, Seb-dou, Ras-el-Mâ, Ras-el-Nouala, la ligne des cours de l'Oued-Nouala et de l'Oued-el-Hammam, Chott-el-Cherjin (pointe-ouest). — Sont maintenues les autres dispositions du décret du 24 juillet 1890. »

Le résultat de ces mesures ne tarda pas à se faire sentir : les caravanes qui transportent à la fois des marchandises africaines et des marchandises européennes, parce que les unes et les autres leur sont demandées, évitèrent nos postes en désertant les régions qu'ils surveillaient. Pour citer un exemple, la population du Souf, très commerçante et très active, se plaignit de ce que ses relations avec le Sud de la Tunisie, Ghadamès, la Tripolitaine et les Touaregs étaient contrariées par l'établissement d'un agent de douanes à El-Oued et d'un réseau de postes douaniers le long de la frontière tunisienne. Les caravanes qui s'approvisionnaient à Gabès changeaient leur route pour éviter El-Oued et elles s'enfonçaient dans l'Extrême Sud. Pareil résultat menaçait notre politique dans le Sahara, parce qu'il contrariait les habitudes des tribus et ne tenait aucun compte de ce fait que plusieurs d'entre elles vivaient

uniquement du métier de convoyeurs. Une réforme s'imposait. Elle avait d'ailleurs des précédents. Le décret du 15 janvier 1870, inspiré par des considérations d'ordre politique et commercial, avait accordé la franchise douanière, pour certaines marchandises, à l'oasis de Biskra. Ce fut dans un intérêt purement fiscal que le décret du 26 avril 1884 rapporta cette mesure.

La réforme fut établie par l'arrêté du gouverneur général du 6 février 1897 qui fixa les conditions dans lesquelles devrait s'effectuer le service des escortes pour les marchandises admises au transit à destination du Maroc et des oasis sahariennes (1), arrêté qui fut d'ailleurs remanié par un autre, en date du 29 septembre 1900 (2).

Cette réforme avait été commencée par le décret du 17 décembre 1896 (3), réglementant ainsi que suit le transit à travers l'Algérie des marchandises à destination du Maroc et des oasis sahariennes.

ART. 1^{er}. — Est soumise aux dispositions du présent décret l'exemption des droits de douane et d'octroi de mer prévue par l'article 15 de la loi du 16 avril 1895.

ART. 2. — Les marchandises qui peuvent être admises à bénéficier de cette exemption sont les suivantes : 1° les sucres bruts ou raffinés originaires des colonies françaises ; les sucres bruts exportés directement des

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1896-1897, p. 58.

(2) *Revue algérienne*, 1900.3.125.

(3) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1896-1897, p. 51.

fabriques de la métropole ; les sucres bruts ou raffinés expédiés de la métropole, à la décharge des comptes d'admission temporaire de produits indigènes ou des colonies françaises ; 2° les cafés, thés, poivres, cannelles, clous et griffes de girofle, macis, muscades, piments et huiles minérales importés directement en France ou en Algérie d'un pays hors d'Europe ; 3° l'alcool contenu dans les parfumeries alcooliques, les vernis à l'alcool et tous autres produits d'origine française retenant de l'alcool à l'état de mélange ; 4° l'alcool employé à la préparation des médicaments, produits chimiques et autres produits d'origine française obtenus au moyen de la dénaturalisation de l'alcool.

ART. 3. — Pour bénéficier de l'exemption, les marchandises doivent être expédiées de l'un des ports de Nemours, Oran, Arzew, Mostaganem, Alger, Bougie, Philippeville ou Bône, à destination des contrées situées en dehors du territoire soumis au régime des douanes et de l'octroi de mer. — Les droits afférents à ces marchandises seront consignés ou garantis au bureau des douanes du port d'entrée.

ART. 4. — Les expéditions se feront en colis plombés. Le service pourra exiger le changement de tout emballage devenu propre à favoriser des soustractions malgré le plombage ; il aura la faculté de dispenser du plombage les marchandises qui, par leur nature, ne se prêtent pas à l'apposition des plombs. — Le prix des plombs est fixé à 0 fr. 25 l'un.

ART. 5. — Les marchandises devront être représentées dans le délai maximum d'un an à partir de la consignation ou de la soumission cautionnée à l'un des bureaux d'El-Oued, Tuggurth, El-Goléah, El-Abiod-Sidi-Theikh, Djenien-Bou-Rezg, El-Aricha, Lalla-Maghnia, avec leurs plombs et emballages intacts, et accompagnés de la reconnaissance de la consignation ou de l'acquit-à-caution. Le ministre des finances pourra en cas de nécessité suspendre l'ouverture de l'un de ces bureaux aux opérations de sortie. La décision sera portée à la connaissance des intéressés par un avis inséré au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

ART. 6. — Après reconnaissance de l'identité des marchandises, leur passage à l'étranger ou leur pénétration dans le territoire non assujetti sera assuré par une escorte. — L'autorité de laquelle relèvera le chef de l'escorte fixera le jour et l'heure du départ, en tenant compte, autant que les exigences du service le permettront, des intérêts des transporteurs. — Un arrêté du gouverneur général fixera : 1° les conditions dans lesquelles devra s'effectuer le service des escortes ; 2° par points de sortie, la distance minimum à laquelle les escortes pourront cesser ; 3° le tarif des indemnités à acquitter pour ce service par les transporteurs au bureau de sortie ; 4° s'il y a lieu, un minimum de poids pour les réexpéditions à destination de l'étranger ou du territoire non assujetti. — Après le retour de l'escorte,

la reconnaissance de consignation ou l'acquit-à-caution sera régularisé et renvoyé au bureau d'émission.

ART. 7. — En cas de réexpéditions partielles, les reconnaissances de consignation ou acquits-à-caution seront annotés à chaque opération.

ART. 8. — Toute substitution de marchandise, tout déficit non déclaré et ne provenant pas manifestement du déchet naturel des produits entraînera l'application de l'article 54 de la loi du 8 floréal an XI. — Les colis dont le plombage n'aura pas été reconnu intact pourront être admis en décharge de la consignation ou de l'acquit-à-caution après vérification intégrale, et si le service n'élève aucun doute sur l'identité du chargement.

ART. 9. — Les droits afférents aux marchandises qui n'avaient pas été représentées seront définitivement acquis au Trésor, et lorsqu'ils auront été simplement garantis, le recouvrement en sera poursuivi au vu des soumissions, avec intérêt de retard au taux de 5 0/0 à partir de la date de ces soumissions.

ART. 10. — Les sommes consignées devront être réclamées par les ayants droit au bureau d'expédition dans le délai de 6 mois, à dater du jour où ils auront été avisés par le service de la régularisation de la consignation au bureau de sortie.

ART. 11. — Les transporteurs et caravaniers qui, au lieu de se rendre à la destination déclarée après reconnaissance au bureau de sortie, effectueraient un trans-

port rétrograde sur le territoire algérien deviendraient passibles des peines édictées par les articles 41 et suivants de la loi du 28 avril 1816, 1^{er} et suivants de celle du 2 juin 1875.

ART. 12. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des finances, le ministre de la guerre, le ministre de l'intérieur, ainsi que le gouverneur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie, pour être appliqué à dater du 1^{er} février 1897.

Le transit des sucres à destination des oasis du Sud et du Maroc fut l'objet d'une réglementation spéciale : « Les sucres expédiés de la métropole à destination directe des oasis du Sud et du Maroc, avec bénéfice de la prime d'exportation, seront accompagnés depuis le port d'embarquement jusqu'au port algérien où doit prendre naissance l'opération de transit, d'un acquit-à-caution garantissant le remboursement éventuel de la prime en cas de non réexportation régulière des sucres soumissionnés d'après le tarif en vigueur lors de la sortie de France. A cet effet, cet acquit-à-caution ne sera déchargé par le service des douanes du bureau algérien expéditeur qu'après retour à ce bureau de l'acquit de transit dûment régularisé par le certificat du bureau de sortie définitive (1). »

(1) Décret du 25 septembre 1900 portant modification à l'article 3 du décret du 17 décembre 1896 (*Revue algérienne*, 1900.3.124).

Le paragraphe 1^{er} de l'article 5 du décret du 17 décembre 1896 fut modifié ainsi que suit par un décret du 30 juillet 1900. « Les marchandises devront être représentées dans le délai maximum d'un an à partir de la consignation ou de la date de la soumission cautionnée à l'un des bureaux de Tuggurth, Gardhaïa, Aïn-Sefra : Lalla-Maghrnia, avec leurs plombs et emballages intacts, et accompagnés de la reconnaissance de la consignation ou de l'acquit-à-caution » (1).

(1) *Revue algérienne*, 1900.3.97.

CHAPITRE II

OCTROI DE MER.

Par leur origine, leur objet, et leur destination, les taxes d'octroi constituent en principe des impôts essentiellement municipaux (1). En Algérie cette notion n'est plus tout à fait exacte et doit être modifiée. Les taxes d'octroi y ont en effet pris tout d'abord et y ont encore un caractère mixte et complexe, différent de celui qu'elles ont dans la métropole. Aussi bien par leur distinction que par leur assiette elles y apparaissent comme tenant à la fois des droits de douanes et des taxes municipales, sans pouvoir néanmoins être classées dans les unes ou dans les autres, mais formant en réalité une source de revenus d'une nature spéciale et sans similaire dans le droit métropolitain (2).

En effet, à côté du service des douanes qui perçoit les droits sur les marchandises étrangères importées, fonctionne un autre service, qui est d'ailleurs en fait confié aux agents du même corps, celui de l'octroi de mer.

(1) Ducroc, *Traité de droit administratif*, t. 2, n° 1562 ; Dalloz, *Jur. gén.*, V° *Octroi*, n°s 1 et 2.

(2) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 187 et 439 ; Tilloy, *op. cit.*, V° *Octroi de mer*, n° 2.

L'administration algérienne a senti de bonne heure la nécessité d'assurer des ressources aux municipalités naissantes de la colonie. Elle a d'abord songé à l'octroi de terre tel qu'il fonctionne dans la métropole ; puis les résultats obtenus ayant été peu satisfaisants elle a très sagement décidé de placer les barrières de l'octroi, non autour des villes, mais à la frontière maritime de l'Algérie. La taxe ainsi créée a eu le bonheur d'être populaire ; acquittée en bloc par les négociants importateurs, elle se répartit silencieusement sur le prix de toutes les marchandises ; l'habitant des villes et l'habitant des campagnes, les Européens et les indigènes la payent également proportionnellement à leur consommation, sans être vexés par aucune formalité, aucune lenteur, aucun abus. Elle a, en outre, l'avantage de procurer aux municipalités de l'Algérie d'importants revenus ; son produit s'élève à environ 10 francs par an et par tête d'habitant.

Cette taxe ne constitue pas d'ailleurs une anomalie ni même une exception législative particulière à l'Algérie ; on retrouve l'octroi de mer dans le système financier de la plupart des colonies françaises (1).

On a soulevé, pour l'Algérie, comme pour d'autres colonies, la question de la légalité de l'octroi de mer, en tant qu'ayant reçu son institution, soit dans la période antérieure à 1844, de simples arrêtés du gouverneur général, soit dans la période postérieure à 1844,

(1) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 187.

d'actes du pouvoir exécutif, ordonnances ou décrets, ou encore d'arrêtés de l'autorité supérieure administrative, mais non de lois (1).

Dans la période antérieure à 1844, les premières règles régulières de régime fiscal en Algérie avaient été apportées par l'ordonnance du 21 août 1839 qui, supprimant les municipalités, attribuait à la colonie tous les impôts perçus dans la métropole au profit des communes et des départements et mettait à sa charge toutes les dépenses ayant un caractère municipal ou départemental. En conséquence, l'article 2 de l'ordonnance classait les produits et revenus publics de l'Algérie en deux catégories : revenus d'Etat et revenus coloniaux. Dans les premiers figuraient notamment les droits de douane et de navigation ; dans les seconds, au contraire, « la taxe d'octroi colonial à l'entrée par mer et par terre ». D'autre part, l'article 12 décidait que les taxes, perceptions ou revenus ne pourraient être établis, modifiés, ou supprimés ; savoir : ceux au profit de l'Etat, qu'en vertu d'une ordonnance royale, et ceux au profit de la colonie, en vertu d'arrêtés du ministre de la guerre ou du gouverneur général. Pour la période postérieure à 1844, la règle fondamentale en la matière se trouve dans la loi du budget du 4 août 1844, portant dans son article 5, qu'à partir du 1^{er} janvier 1846, toutes les recettes et dépenses de l'Algérie autres que celles qui ont

(1) Sur le domaine respectif de la loi et du décret en matière de législation algérienne, V. Sumien, *op. cit.*, p. 35 et suiv.

un caractère local et municipal, seront rattachées au budget de l'Etat ; mais que les recettes et dépenses locales et municipales seront réglées par ordonnance royale. Pour savoir si les ordonnances, décrets et règlements publics établis pour l'octroi de mer en Algérie ont été légalement pris, il s'agit donc uniquement de déterminer à quelle catégorie d'impositions doit être rattaché l'octroi de mer algérien. Est-il un droit de douane et d'Etat, ou un droit local et municipal ? Le caractère complexe et mal défini de l'octroi de mer rend la réponse difficile et explique l'hésitation de la jurisprudence sur ce point.

Saisie de la question en 1885, à l'occasion de l'octroi de mer de l'île de la Réunion, la Cour de Cassation avait paru implicitement condamner comme illégal dans sa source l'octroi de mer d'Algérie comme celui de la Réunion. Elle disait en effet, dans sa décision : « que l'octroi de mer au lieu de porter seulement sur la consommation locale dans les limites d'un octroi municipal circonscrit au territoire de la commune au profit de laquelle il est établi, étend son action au périmètre tout entier de l'île de la Réunion et atteint sur tous les points la consommation générale du pays où sont introduits les objets assujettis, qu'il frappe à raison de leur provenance extérieure ; qu'ainsi, et par une conséquence nécessaire du fait même de l'importation des marchandises mentionnées au tarif, l'octroi de mer affecte au point de vue du commerce les relations de la

colonie avec la métropole, et que la dite taxe présente les caractères qui sont constitutifs d'une taxe essentiellement douanière » (1). L'octroi de mer algérien, tel surtout qu'il était constitué avant le décret du 26 décembre 1884, ne présentait-il pas précisément ce même caractère douanier et ne tombait-il pas, par suite, sous le même reproche d'illégalité ?

Mais saisie expressément de la question, moyen pris de la violation de l'article 2, § 5 de la loi du 24 avril 1833, de l'article 109 de la Constitution du 4 novembre 1848, de la loi du 11 janvier 1851 et de l'article 10 de la loi du 29 septembre 1884, en ce que les impôts dits octrois de mer seraient illégalement établis en Algérie, la Cour suprême a décidé plus récemment que : « le droit d'octroi de mer frappant la généralité des produits introduits et fabriqués dans le pays, ne peut être assimilée à un droit de douane. Sont légales les taxes d'octroi de mer établies par décret en Algérie en vertu de la délégation contenue dans l'article 5 de la loi de finances du 4 août 1844 et visée dans tous les textes postérieurs sur la matière » (2).

La légalité de l'octroi de mer en Algérie se trouve aussi consacrée par la jurisprudence (3).

(1) Civ. cass., 11 mars 1885 (*Revue algérienne*, 1885. 2. 176) et la note. — Comp. Cons. d'Etat, 4 septembre 1865 (D. P. 1867. 2. 20) ; Cass., 7 mai 1861 (D. P. 1861. 1. 203) ; 19 février 1868 (D. P. 1868. 1. 497).

(2) Crim. rej., 24 avril 1896 (*Revue algérienne*, 1896. 2. 281).

(3) En ce sens, Tilloy, *op. cit.*, V^o Octroi de mer, n^o 3.

SECTION I. — Historique.

On peut distinguer dans l'histoire de l'octroi de mer deux périodes, l'une d'organisation, d'élaboration, où l'octroi de mer apparaît avec un caractère peu précis ; la seconde où il s'affirme et se précise dans les formes qu'il revêt aujourd'hui encore. La première va de 1830 à 1844 ; la seconde s'étend de 1844 à 1884.

§ 1^{er}. — Période de 1830 à 1844.

En occupant Alger, l'autorité militaire y trouva déjà institué un octroi turc ; elle le maintint et en remit l'exercice aux délégués du conseil municipal indigène par l'arrêté du 9 août 1830 (1). Mais peu après, un arrêté du 17 septembre 1830 abolissait l'octroi de terre pour le remplacer par un octroi de mer, dont un troisième arrêté du 22 septembre 1830 confiait la perception au service des douanes. Un service mieux déterminé succéda aux tâtonnements des premiers jours avec l'arrêté du 17 octobre 1830 remplaçant le droit d'octroi de mer par une taxe de 1/10 sur les arrivages, et un au-

(1) « L'histoire raconte, dit M. Charpentier (*op. cit.*, p. 124, note 1), un fait qui donne une singulière idée de l'administration de la ville d'Alger confiée alors à un conseil municipal composé de Maures et de Juifs. Quand on voulut savoir au bout d'un certain temps ce qu'étaient devenus les produits de l'octroi, on constata avec surprise que ces revenus avaient été partagés entre les conseillers. »

tre arrêté du 21 mars 1831 rétablissant concurremment avec cette taxe sur les entrées par mer une taxe d'octroi de terre sur les denrées apportées par les Arabes. Les deux taxes étaient, sauf mise en adjudication ultérieure, pour l'octroi de mer, perçues par le service des douanes. L'arrêté du 5 janvier 1835 répondit aux besoins nouveaux résultant de l'extension de la conquête. Il étendit aux trois personnes les droits perçus à Alger en maintenant l'octroi municipal. Enfin, l'arrêté du 28 juillet 1842, sans modifier ce système dans ses bases, établit seulement un nouveau tarif de l'octroi de mer uniforme pour toute l'Algérie (1).

Les deux octrois ainsi réglementés continuèrent à fonctionner simultanément dans la colonie, jusqu'au moment où l'on reconnut la nécessité de réglementer d'une manière plus efficace les droits sur les arrivages par mer, les seuls dont la perception pouvait en réalité procurer des ressources en rapport avec les besoins des municipalités, auxquels le gouvernement avait à subvenir. Ce fut l'œuvre de l'ordonnance du 21 décembre 1844.

§ 2. — Période de 1844 à 1884.

L'ordonnance du 21 décembre 1844 (2), avec la première réglementation véritablement complète de la matière, peut être considérée comme ayant inauguré le ré-

(1) Ménerville, *op. cit.*, V^o Octroi, p. 472.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 70.

gime qui n'a subi depuis que des modifications partielles. La suppression de l'octroi de terre, la substitution aux taxes antérieures d'un octroi municipal de mer, telles furent les bases du nouveau système (1).

Un tarif annexé à l'ordonnance fixait les objets soumis à la taxe dont la perception était remise à la douane pour le compte du service local et municipal (art. 2 et 5). Mais ce tarif faisait une double et grave dérogation aux principes essentiels en matière d'octroi relativement à l'assiette de la taxe. Au lieu de restreindre l'application de la taxe aux seuls objets de consommation, outre les boissons, les comestibles et les épices, et les combustibles, objets empruntés aux tarifs du droit commun des octrois métropolitains, un article dit : « des objets divers », généralisant sans limite l'applicabilité des droits d'octroi de mer. De plus, il ne frappait pas les objets produits à l'intérieur et qui, s'ils venaient du dehors, se trouvaient compris dans une des catégories énumérées au tarif. D'ailleurs, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux douanes étaient déclarées applicables aux droits d'octroi municipal, en ce qui concernait la déclaration, la mise en entrepôt, le contentieux, la liquidation des droits et le cabotage (art. 6). Enfin, le produit net de la taxe était soumis au profit du Trésor, au prélèvement de 10 0/0 prescrit sur les octrois par l'article 153 de la loi métropolitaine du 28 avril 1816 (art. 4 de l'ordonnance).

(1) V. art. 1 et 7 de l'ordonnance.

Peu après, l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848, relatif à la constitution de la propriété communale et à la nature des revenus communaux (1), apportait à ce régime une modification notable en édictant par son article 12 que le produit de l'octroi, bien que classé toujours au nombre des ressources communales, serait centralisé pour former, déduction faite du dixième revenant au Trésor, un fond commun applicable aux dépenses d'utilité tant provinciale que communale dans la proportion de $\frac{2}{5}$ pour les premières et de $\frac{3}{5}$ pour les secondes. D'ailleurs, la répartition des $\frac{3}{5}$ attribués aux communes devait être faite entre elles chaque année par le ministre de la guerre au prorata de leurs besoins et de leurs ressources comparées. Aussi a-t-on pu dire avec raison, que, alors déjà, la dénomination de droit municipal donné à l'octroi de mer par l'ordonnance de 1844 ne lui attribuait pas le caractère des octrois municipaux tels qu'ils avaient été organisés dans le métropole, par l'ordonnance du 9 décembre 1814. En fait, l'octroi de mer restait une taxe spéciale à la colonie, dont le produit centralisé dans les mains de l'autorité lui permettait de subvenir comme elle l'entendait aux besoins des municipalités.

Une modification d'un autre genre fut apportée au régime issu de l'ordonnance de 1844 par le décret du 11 août 1853, instituant un service de douanes sur les

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 114.

frontières de la Tunisie et du Maroc et fixant les droits à payer sur les marchandises importées par ces frontières (1). Son article 10 déclare la perception de l'octroi de mer applicable sur les frontières de terre aux produits marocains ou tunisiens qui seraient passibles de ce droit à l'entrée par mer. Il est facile de discerner les motifs économiques et fiscaux de la règle nouvelle.

Mais, quels qu'ils aient été, il est certain que cette disposition nouvelle n'a fait qu'accentuer davantage le caractère complexe et mixte de la taxe, dite municipale, d'octroi de mer, laquelle malgré cette dénomination recevait, au moins pour partie, une affectation générale à toute la colonie, et, bien que dite de mer, se trouvait s'appliquer également aux frontières de terre (2).

Le produit de l'octroi de mer, déduction faite des frais de perception revenant à l'Etat, était primitivement réparti par le ministre de la guerre entre les communes de l'Algérie, au prorata de leurs besoins et de leurs ressources. C'était un mode de subvention tout à fait arbitraire.

Aussi, en 1854, le ministre de la guerre voulant donner à la répartition du produit de l'octroi une base plus certaine et plus équitable, décida, par un arrêté du 10 novembre de cette année, que la répartition serait désormais faite entre les communes de plein exercice au prorata de leur population respective d'après les der-

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 160.

(2) Tilloy, *op. cit.*, V^e Octroi de mer, n^o 11.

niers tableaux de recensement : sauf à tenir compte des modifications qui pourraient résulter, dans l'intervalle des dénombremens, soit de la création de communes nouvelles, soit de changements apportés dans la constitution des communes existantes. Dans le calcul des parts revenant aux communes d'après le chiffre de leur population, les habitants européens étaient seuls décomptés pour leur effectif de fait ; quant aux indigènes, israélites et musulmans, ils n'étaient comptés que pour $1/10^e$ de leur nombre réel (1) ; on était parti de cette idée qu'un indigène ne fait pas la même consommation qu'un européen des marchandises importées par mer. — Des modifications successives devaient être apportées par la suite à ce décompte spécial.

Ce fut d'abord un décret du 18 août 1868, qui, dans son article 16, éleva la proportion de $1/10$ à $1/8$ de la population indigène (2). — Puis le décret du 19 janvier 1875, étendant aux communes mixtes le bénéfice de la répartition de l'octroi de mer, décida que les indigènes de ces communes ne seraient comptés dans le calcul de la répartition que pour $1/40$ de leur effectif. — Plus tard, avec le décret du 27 juin 1887, les israélites naturalisés citoyens français qui avaient continué à compter au point de vue de l'octroi de mer dans la population indigène, furent compris dans le groupe des populations européennes, les indigènes, non citoyens

(1) Ménerville, *op. cit.*, V° *Octroi*, p. 473.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 355.

français, continuant seuls à former le groupe à part de population indigène et étant décomptés pour $1/7$ de leur effectif dans les communes de plein exercice et pour $1/28$ seulement dans les communes mixtes (art. 42) (1). — Ces proportions furent bientôt ramenées, comme précédemment, à $1/8$ et $1/40$ par le décret du 25 décembre 1890, dans son article 4 (2).

Des modifications d'un autre ordre touchant plus profondément à l'organisation de l'octroi de mer telle qu'elle était sortie de l'ordonnance de 1844, résultèrent de trois décrets des années 1857, 1858 et 1874. — D'abord un décret du 3 juillet 1857 réduisit de 10 0/0 à 3 0/0 le prélèvement effectué au profit du Trésor sur le produit de l'octroi de mer à titre de remboursement des frais de perception. Un autre décret du 18 juillet 1864 releva à 5 0/0 ce prélèvement qui n'a plus changé depuis (3). — Puis le décret du 27 octobre 1858 (art. 48 § 4, et 58) réduisit à $1/2$ seulement la part de produit attribuée au budget provincial pour correspondre aux dépenses des hôpitaux et hospices civils à la charge des départements. De plus, pour donner satisfaction au vœu légitime des provinces intéressées, la distribution fut opérée mensuellement et d'après le montant du produit perçu dans les ports de chaque province au lieu de l'être sur le revenu total de la taxe (4). Enfin, en même

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 766.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 908.

(3) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 294.

(4) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 209.

temps qu'il dégrevait les départements des dépenses des hôpitaux et hospices civils pour mettre à la charge des communes, à titre obligatoire, le remboursement des frais de traitements de leurs malades indigents, le décret du 23 décembre 1874, par son article 22, § 3, rapporta les dispositions du décret de 1858 qui avait attribué aux provinces le $1/5$ du produit net de l'octroi municipal de mer perçu dans les ports de l'Algérie, tant que les budgets de ces provinces resteraient spécialement chargés des dépenses afférentes aux hôpitaux et aux hospices civils. Ce $1/5$ rentrera désormais dans la caisse des communes devenues ainsi seules bénéficiaires du produit de l'octroi de mer (1). Envisagées dans leur ensemble, ces diverses modifications avaient eu pour effet de diminuer de plus en plus et finalement de supprimer la part d'affectation coloniale et extra-communale qu'avait reçue pendant un certain temps l'octroi de mer. C'était le rapprocher du type normal d'octroi municipal. Ce n'était point cependant l'y conformer encore complètement, car s'il y avait affectation en totalité communale il n'y avait pas affectation locale ; le produit de l'octroi de mer continuait à former une masse distribuée entre les communes par voie de répartition (2).

Quant à la tarification de l'octroi de mer, la réglementation établie par l'ordonnance de 1844 subsista

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 448.

(2) Tilloy, *op. cit.*, n. 17.

sans changements essentiels jusqu'en 1880. A cette époque, sur la proposition du gouverneur général et l'avis conforme du Conseil d'Etat, un décret du 25 septembre 1880 établit un certain nombre de surtaxes et de taxes nouvelles en vue d'obtenir une augmentation de produits de 30 à 35 0/0 sur les recettes moyennes des trois dernières années. Mais ces modifications n'étaient admises qu'à titre temporaire, pour répondre à une urgente nécessité et sous réserve de réviser ou même de supprimer l'institution de l'octroi de mer, qui paraissait n'être pas un droit d'octroi proprement dit, puisqu'il ne frappait pas les objets produits à l'intérieur, mais plutôt présenter le caractère d'une sorte de droit de douane spécial et protecteur pour l'Algérie, frappant les produits métropolitains à leur entrée dans la colonie (1). C'est dans ces circonstances que le décret du 26 décembre 1884 (2) a maintenu l'octroi de mer, mais en ouvrant pour lui l'ère d'une modification profonde, par une réglementation assise sur des bases nouvelles et avec des tarifs nouveaux.

SECTION II. — Régime actuel.

Purement municipal à son premier jour, et alors que la conquête n'avait pas dépassé les limites de la ville d'Alger, l'octroi de mer avait rapidement pris le carac-

(1) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 189.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 649.

rière de taxe coloniale. Depuis lors des fluctuations diverses et successives avaient fait prédominer en lui tantôt le caractère colonial et général, tantôt le caractère municipal et légal, sans pouvoir cependant le dégager entièrement du mélange de l'un ou de l'autre. Quelque différent qu'il soit du précédent le nouveau système n'a pas changé dans son ensemble, cet état de choses.

L'octroi de mer est, en effet, on l'a vu, par ses origines, une taxe purement municipale, mais qui, pour la facilité de la perception, n'atteint que les denrées arrivant en Algérie par mer. Cette situation, à mesure que les productions du sol algérien s'augmentaient, était de nature à éveiller les susceptibilités de la production métropolitaine. En frappant les produits importés en France, tandis que les produits similaires de l'Algérie étaient exempts, on altérerait le caractère de l'octroi de mer qui aurait dû frapper d'un droit égal, sans distinction d'origine, tous les objets qui y sont assujettis et qui entrent dans les villes pour y être consommés. « Dans les colonies françaises, disait M. Delafosse à la Chambre des députés, on a permis aux conseils généraux de voter, sous le nom d'octroi de mer, des taxes qui sont perçues sur toutes les marchandises, qu'elle qu'en soit la provenance. Les intérêts du commerce français sont ainsi lésés ; il faudrait revenir au principe de l'assimilation douanière (1). » En Algérie, la nomenclature des produits pas-

(1) Séance de la Chambre des députés du 13 décembre 1883.

sibles de l'octroi de mer soulevait aussi de justes réclamations. C'est dans ces conditions que fut édicté le décret de 1884, coïncidant d'ailleurs avec l'adoption du principe de l'assimilation douanière, consacré par la loi du 29 décembre 1884 (1).

C'est en ce qui concerne l'assiette de la taxe que les modifications adoptées par le décret de 1884 ont été particulièrement radicales. Au régime exceptionnel qui avait soulevé les protestations du commerce métropolitain et les critiques de certains économistes par les charges qu'il imposait notamment aux produits manufacturés de la métropole, le nouveau décret a substitué l'application pure et simple du droit commun métropolitain en matière d'octroi (2).

Aux termes de l'article 3 du décret de 1884, sont promulgués en Algérie, l'article 3 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, l'article 9 de la loi du 34 mai 1824, l'article 25 de la loi du 27 frimaire an VIII. En conséquence, et conformément aux principes posés en matière d'octroi par ces dispositions métropolitaines, le nouveau tarif de l'octroi de mer en Algérie annexé au décret de 1884 ne comprend plus d'objets manufacturés, mais seulement, des comestibles, des liquides, des combustibles. Il fait porter la taxe principalement sur les produits énumérés dans le tableau A de la loi du 17 juillet 1867 (3) et y ajoute seulement l'alcool et la bière. Enfin

(1) Charpentier, *op. cit.*, n° 273.

(2) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 189.

(3) V. *suprà*, p. 47.

l'article 2 du décret assujettit aux droits toute personne qui récolte, prépare ou fabrique, dans l'intérieur du territoire soumis à l'octroi de mer, des objets compris au tarif. Les nouveaux tarifs promulgués par les décrets du 20 décembre 1890 (1) et du 30 décembre 1895 (2) n'ont point dérogé davantage aux prescriptions fondamentales résultant désormais de l'application dans la colonie de la législation métropolitaine sur cette matière.

Ainsi, avec le décret du 26 décembre 1884, le caractère de l'octroi de mer s'est trouvé totalement modifié. Ce n'est plus l'ancienne taxe douanière applicable exclusivement aux produits de toute provenance importés dans la colonie, taxe d'une nature tout exceptionnelle et dès lors essentiellement transitoire. Le nouvel octroi emprunte à la législation française sur la matière ses principes fondamentaux avec toutes ses conséquences. L'octroi de mer est donc aujourd'hui, comme les autres octrois de la métropole, limité, en vertu de l'ordonnance du 9 décembre 1814 : 1° à l'imposition des seuls objets qui figurent dans les six divisions indiquées soit par la dite ordonnance, soit par le décret du 12 février 1870 ; 2° à l'imposition de ceux des objets ou produits, fabriqués ou récoltés dans le périmètre de l'octroi, lesquels sont frappés sur place, d'une taxe équiva-

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 908.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 1063.

lente à celle dont sont frappés les produits similaires importés (1).

Une autre difficulté que soulevait le décret de 1884, était la question de répartition. Fallait-il maintenir l'ancien mode de répartition d'après lequel les indigènes, musulmans et israélites étaient comptés pour $\frac{1}{8}$ dans les communes de plein exercice et pour $\frac{1}{40}$ dans les communes mixtes (2)? Était-il rationnel de distinguer encore les israélites qui, depuis 1870 avaient été naturalisés collectivement? C'est en vain que l'administration soutenait, en 1873, que cette naturalisation d'une espèce particulière et collective, n'avait pu modifier du jour au lendemain, au point de vue économique, les habitudes de consommation des israélites. Les grandes villes, intéressées à voir relever leur coefficient dans la répartition protestaient avec moins de bonne foi que d'éclat contre cette anomalie apparente. On pensa résoudre la difficulté en décidant que les israélites nés au moment de la naturalisation collective seraient comptés pour $\frac{1}{8}$ et que ceux nés depuis le décret de naturalisation seraient comptés pour une unité. « Cette solution, dit M. Charpentier, qui cherchait à concilier des prétentions contraires en adoptant une base de répartition mesurée sur la consommation personnelle de chaque catégorie d'habitants, arrivait à ce résultat bizarre

(1) Tilloy, *op. cit.*, Vo *Octroi de mer*, n° 21.

(2) Les communes indigènes n'ont aucune part dans les produits de l'octroi de mer.

qu'un enfant était réputé consommer huit fois plus que sa nourrice. » Aujourd'hui, nous l'avons déjà dit, les israélites sont comptés à l'unité (1) et les indigènes musulmans pour $1/8$ dans les communes de plein exercice et pour $1/40$ dans les communes mixtes. Les conditions économiques dans lesquelles se trouvent les indigènes en communes mixtes expliquent cette différence (2).

Tout récemment, cette proportionnalité a été remise en question à la session de juin 1901 des Délégations financières algériennes. Un délégué indigène, M. Mustapha Hadj Moussa présenta le rapport ci-après relatif à l'octroi de mer. « Messieurs, dans la séance du 11 novembre 1894, la Délégation indigène a eu à s'occuper de la question de l'octroi de mer ; elle a émis, à la majorité, le vœu que l'Administration revint au système de la répartition à l'unité départementale. Elle a, d'autre part, demandé que la population musulmane fut comptée pour $1/5$ au lieu de $1/8$ dans les communes de plein exercice et pour $1/28$ au lieu de $1/40$ dans les communes mixtes. Le soussigné prie ses collègues de renouveler le vœu purement et simplement. » — Après discussion les conclusions de ce rapport furent adoptées. — Un autre délégué indigène, M. Si Ali Bey ben Mehoub ben Cheunouf fit alors remarquer que les habitants européens et indigènes du territoire de commandement consomment eux aussi des produits soumis à

(1) Décret du 25 décembre 1890.

(2) Charpentier, *op. cit.*, n° 275 et 276.

l'octroi de mer, et demanda que les communes indigènes fussent comprises dans la répartition de ce produit au même titre que les communes mixtes. — Ce vœu fut adopté (1).

Transitoirement et en attendant un règlement d'administration publique à intervenir sur le mode de répartition du produit de l'octroi de mer et celui de la perception à l'intérieur, le gouverneur général fut chargé de pourvoir, par des arrêtés pris avec l'avis du conseil de gouvernement, aux mesures d'exécution du nouveau régime relativement à ce double objet. Il le fit par l'arrêté du 27 décembre 1884 en ce qui concerne seulement la perception intérieure, laissant la perception extérieure et la répartition sous les règles antérieures (2). Un décret du 30 décembre 1886 prorogea simplement jusqu'au 30 juin 1887 les pouvoirs provisoires du gouverneur général relativement à la réglementation de la perception, en supprimant toutefois ceux de ces pouvoirs, dont il n'avait d'ailleurs pas usé, qui avaient trait à la répartition et qui lui avaient été attribués par le décret du 1884.

Mais à partir de cette dernière date de 1887, une série de décrets et d'arrêtés gouvernementaux sont venus compléter l'organisation de régime dont les bases avaient été posées par le décret du 26 décembre 1884 : les uns, de même que celui de 1884, relatifs à la tarifi-

(1) Séance du lundi 17 juin 1901 (*Procès-verbal*, p. 1293).

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 649.

cation et à la perception de la taxe, les autres portant particulièrement sur le mode de répartition de son produit.

Pour ce qui est de la tarification, il suffit de mentionner, après le tarif annexé au décret de 1884, les nouveaux tarifs promulgués par les décrets du 23 décembre 1890 et du 30 décembre 1895, qui n'ont fait que modifier dans leurs chiffres les droits imposés (1).

Mais d'autres dispositions ont porté une atteinte plus grave à l'octroi de mer et, dans une certaine mesure, altéré son caractère, par les modifications ou l'extension nouvelle qu'elles ont apportées à son assiette. La loi du budget du 26 juillet 1892, sur le rapport de M. Burdeau, rapporteur du budget de l'Algérie, a édicté dans son article 12, l'adjonction aux droits d'octroi de mer sur les alcools d'une taxe de consommation de 30 francs par hectolitre d'alcool pur au profit de l'Etat (2). La loi du budget du 28 décembre 1895 (3) n'a fait qu'accentuer de plus en plus cette nouveauté en édictant à son tour : 1° que seraient passibles à l'avenir des 2/3 du tarif métropolitain, les sucres, poivres en grains ou moulus, cannelle, cassia lignea, muscades en coques, muscades sans coques, maïs, vanille, girofle en clous, girofles en griffes, toute denrée ou épice, com-

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 908 et 1064.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 925.

(3) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 1061.

prise dans les tarifs de l'octroi de mer ; 2° que la quotité du droit de consommation sur les alcools serait augmentée et fixée à 75 francs, perçus au profit de l'Etat par hectolitre d'alcool pur ; 3° enfin (et il s'agit d'une taxe entièrement nouvelle et qui à l'heure actuelle n'existe pas en France), qu'à la taxe de consommation et à celle proprement dite d'octroi de mer, s'ajouterait pour les absinthes et similaires, bitters, liqueurs, et en général tout spiritueux composé quelconque, un droit de fabrication tarifé d'après le degré alcoolique (art. 11, 12, 18 et 19).

Il est certain que ces taxes nouvelles ont modifié plus profondément encore le caractère de l'octroi de mer déjà si complexe. En effet, l'octroi de mer était resté jusqu'alors avec le caractère prédominant d'impôt communal, tandis que les taxes nouvelles de consommation et de fabrication sont des impôts nationaux dont le produit doit tomber tout entier dans le Trésor de l'Etat. En bonne logique donc, on devrait séparer nettement l'octroi de mer et les taxes de consommation et de fabrication. Il existe entre ces deux institutions les mêmes différences en Algérie, que dans la métropole entre les taxes d'octroi et les contributions indirectes. Les unes et les autres constituent des impôts indirects de consommation et ont entre elles certaines affinités : mais ce qui les distingue tout particulièrement c'est l'affectation de leurs produits : pour les unes l'affectation

est générale tandis qu'elle est communale pour les autres (1).

L'octroi de mer constitue une des ressources principales du budget algérien, et nous croyons intéressant de donner, d'après l'exposé de la situation générale de l'Algérie présenté par le gouverneur général au conseil supérieur dans la session de 1901, la situation des recouvrements effectués pendant les deux dernières années 1899 et 1900 (2). Les tableaux ci-après donnent en même temps la comparaison des produits perçus durant les années 1898, 1899 et 1900, et font ressortir : pour 1899 une augmentation de 1.099.986 fr. 40 sur les produits de 1898 et pour 1900 une augmentation de 304.037 fr. 23 sur les produits de 1899.

(1) En ce sens, Tilloy, *op. cit.*, V^e Octroi de mer, n^o 26 ; Morand, *Revue algérienne*, 1897.1.49 et suiv. ; V. toutefois, Alger, 4 mars 1895 (*Revue algérienne*, 1895.2.233) et Crim. rej., 24 août 1896 (*Revue algérienne*, 1896.2.281).

(2) *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie, 1901, p. 143 et s.

Tableau n° 1. — Comparaison des produits perçus pendant les années 1898 et 1899.

DÉPARTEMENTS	RECETTES EFFECTUÉES EN 1898			RECETTES EFFECTUÉES EN 1899			DIFFÉRENCE pour 1899	
	par la Douane	par le service des Contributions diverses	TOTAL	par la Douane	par le service des Contributions diverses	TOTAL	en plus	en moins
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Alger.	1.831.865 58	1.344.854 92	3.176.720 50	2.134.209 61	1.616.081 80	3.750.291 41	573.570 91	»
Oran.	2.193.529 47	352.459 95	2.547.989 42	2.542.878 96	377.951 02	2.890.829 98	342.840 56	»
Constantine. . .	1.191.658 29	401.603 71	1.293.262 »	1.359.462 02	417.374 91	1.476.836 93	183.574 93	»
Totaux. . .	5.219.053 34	1.798.918 58	7.017.971 92	6.006.550 59	2.411.407 73	8.417.958 32	1.099.986 40	»
Différence en plus de. . .							1.099.986 40	

Tableau n° 2. — Comparaison des produits perçus pendant les années 1899 et 1900.

DÉPARTEMENTS	RECETTES EFFECTUÉES EN 1899			RECETTES EFFECTUÉES EN 1900			DIFFÉRENCE pour 1900	
	par la Douane	par le service des Contributions diverses	TOTAL	par la Douane	par le service des Contributions diverses	TOTAL	en plus	en moins
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Alger	2.434.209 64	4.616.081 80	3.750.294 41	2.834.189 22	1.427.263 32	3.811.452 54	61.161 13	»
Oran	2.512.878 96	377.931 02	2.890.829 98	2.687.453 28	445.959 69	3.433.412 97	242.582 99	»
Constantine . . .	4.359.462 02	417.374 91	4.476.836 93	4.342.783 36	434.346 78	4.477.130 14	293 21	»
Totaux . . .	6.006.550 59	2.411.407 73	8.417.958 32	6.444.426 86	2.007.569 79	8.421.995 65	304.037 33	»
Différence en plus de . . .							304.037 33	

Le compte général de 1899 et de 1900 de l'octroi de mer et la répartition définitive des produits dudit octroi entre les communes de plein exercice et mixtes de l'Algérie ont été faits, en conseil de gouvernement, par deux arrêtés, en date des 6 juillet 1900 et 8 mars 1901.

Les deux tableaux suivants indiquent par département les résultats généraux de la perception et la répartition de l'octroi de mer en 1899 et en 1900.

Tableau n° 3. — *Produit perçu et réparti en 1899.*

DÉPARTEMENT	RECETTES			DÉPENSES			Produit net	Prélèvement du sixième pour le service de l'enseignement primaire	Reste net à répartir	Répartition définitive
	PRODUIT BRUT perçu par le service		TOTAL	frais de perception du service	Remboursement des droits perçus en trop	TOTAL				
	des douanes	des contributions diverses								
Alger.....	2.434.209 64	4.616.081 81	3.750.204 41							2.410.317 32
Oran.....	2.512.878 96	377.951 02	2.890.829 98	360.077 23	426.684 09	642 49	487.403 81	1.271.758 88	6.358.795 63	2.290.063 62
Constantine..	1.359.462 02	447.374 94	4.476.836 93							1.658.414 69
Totaux.....	6.006.550 59	2.414.407 73	8.417.958 32	360.077 23	426.684 09	642 49	487.403 81	1.271.758 88	6.358.795 63	6.358.705 63

Tableau n° 4. — *Produit perçu et réparti en 1900.*

DÉPARTEMENTS	RECETTES			DÉPENSES					Produit net	Prélèvement du sixième pour le service de l'enseignement primaire	Reste net à répartir	Répartition définitive
	PRODUIT BRUT perçu par le service		TOTAL	frai de perception du service		Remboursement des droits perçus en trop.	TOTAL					
	des douanes	des contributions diverses		des douanes	des contributions diverses.							
Alger. . . .	2.384.159 22	4.427.263 32	3.814.452 54									2.500.787 67
Oran.. . . .	2.687.453 28	445.959 69	3.133.412 97	384.865 76	420.454 33	330 14	505.650 23	7.916.345 42	1.319.390 90	6.596.954 52	2.375.810 35	
Constantine..	4.342.783 36	434.346 78	4.477.130 14									1.720.326 52
Totaux. . .	6.414.425 86	2.007.569 79	8.421.995 65	384.865 76	420.454 33	330 14	505.650 23	7.946.345 42	1.319.390 90	6.596.954 52	6.596.954 52	

TITRE III

RÉGIME DE L'EXPORTATION.

Il importe d'établir une distinction entre les exportations faites de l'Algérie en France et celles qui ont lieu de l'Algérie dans les colonies françaises ou à l'étranger.

§ 1^{er}. — De l'Algérie en France.

Des règles distinctes, sinon très différentes et correspondant d'ailleurs à celles établies pour l'importation, régissent à l'exportation les produits d'origine algérienne, ceux d'origine française et enfin ceux d'origine étrangère.

1^o *Produits d'origine algérienne.*

Les produits naturels ou fabriqués d'origine algérienne sont en principe admis en franchise dans les ports de France lorsqu'ils y arrivent par voie d'importation directe. Ceux, au contraire, qui sont importés par voie d'entrepôt d'Europe, n'échappent ni aux conditions ordinaires des tarifs ni aux surtaxes (art. 1 de la loi du 17 juillet 1867, confirmé par le tableau E de la loi du 7 mai 1881, et le tableau E de la loi du 11 janvier 1892).

Toutefois, diverses exceptions dérogent à cette règle générale.

Tout d'abord, les prohibitions ou restrictions établies pour le tarif général des douanes dans un intérêt d'ordre public ou, comme conséquence d'un monopole, sont applicables aux produits algériens importés en France. Ainsi, les tabacs algériens ne peuvent être admis en franchise à l'entrée des ports de la métropole qu'autant qu'ils sont à destination des manufactures de l'Etat (1).

Quant aux autres, la loi de finances du 29 mars 1897 fixe ainsi les droits qui les frappent dans son article 9 : « Les droits d'importation en Algérie des tabacs en feuilles ou fabriqués autres que ceux d'origine française ou expédiés de France par les manufactures nationales sont fixés comme suit : — tabacs en feuilles ou à côtes, cinquante francs les 100 kilogs nets ; — tabac à fumer, à priser ou à mâcher, cent cinquante francs les 100 kilogs nets ; — cigares et cigarettes, deux cent cinquante francs les 100 kilogs nets. »

De même, par dérogation à cette règle générale, les droits du tarif sont perçus sur le sucre, le café et les denrées coloniales, conformément à l'article 3, tableau F de la loi du 7 mai 1884. Toutefois, cette dernière disposition doit être considérée comme abrogée par l'article 10 de la loi de finances du 29 décembre 1884, en ce

(1) Circulaire du Directeur général des douanes du 23 juillet 1867 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 326, note b).

qui touche les préparations au sucre expédiées d'Algérie en France. Les douanes métropolitaines admettent en conséquence, en exemption de droits, les bonbons, confitures, fruits confits au sucre et biscuits sucrés arrivant de l'Algérie avec des passavants de cabotage mentionnant qu'il s'agit soit de produits de fabrication algérienne, soit de produits étrangers ayant acquitté les taxes en Algérie. Ce régime n'est nécessairement pas applicable aux bonbons, confitures... etc., d'origine étrangère ou marocaine, qui auraient été importés en franchise en Algérie par la frontière de terre, à la faveur de la loi de 1867 (1).

La loi du 7 avril 1897, relative au régime des sucres, décide dans son article 10, que les taxes de fabrication et de raffinage édictées par l'article 4 de la présente loi ne sont pas applicables à l'Algérie et à la Corse, et les sucres exportés de ces pays ne bénéficieront pas des dispositions de l'article 1^{er}.

Quant aux chocolats, le régime de leur exportation d'Algérie en France a été très remanié ; actuellement ce régime se trouve contenu dans le décret du 25 mars 1897 ainsi conçu : « Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du ministre des finances ; — Vu la loi du 5 juillet 1836, article 5, et la loi du 11 janvier 1892, article 13 ; vu les

(1). Décision du ministre des finances du 8 juillet 1885 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 337, note 1).

lois du 17 juillet 1867, article 1^{er}, et du 11 janvier 1892, tableau E, portant que les produits d'origine étrangère importés d'Algérie en France, qui auront acquitté dans la colonie des taxes spéciales, ne seront admis en France qu'à condition d'acquitter la différence entre le tarif algérien et le tarif métropolitain ; vu le décret du 17 août 1880 ; vu l'article 10 de la loi de finances du 29 décembre 1884 et l'article 7 de la loi du 11 janvier 1892 ; vu le décret du 30 décembre 1895 sur l'octroi de mer en Algérie ; vu le décret du 16 janvier 1896 ; vu la loi du 11 janvier 1892, tableau A et n^{os} 90 et 91 ; vu la loi du 28 décembre 1895, article 11 ; vu la loi du 7 avril 1897, article 4, établissant un droit de fabrication de 1 franc par 100 kilogs de raffiné sur les sucres bruts n'allant pas en raffinerie ; — Attendu qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 7 avril 1897, la taxe de fabrication édictée par l'article 4 de ladite loi n'est pas applicable en Algérie ; attendu que les droits perçus en Algérie sur le sucre employé à la fabrication de 100 kilogs de chocolat sont inférieurs de 2 fr. 34 aux droits appliqués en France pour la même fabrication ; attendu que cette somme représente, d'après le tarif métropolitain, une quantité de 3 kilogs 85 de sucre exprimé en raffiné ;

ART. 1^{er}. — Il sera perçu à l'entrée en France sur le chocolat fabriqué en Algérie un droit de 2 fr. 34 par 100 kilogs à titre de supplément de droit sur le sucre employé pour cette fabrication.

ART. 3. — Sont et demeurent abrogées les disposi-

tions du décret du 16 janvier 1896, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret (1).

En ce qui concerne les vins, en application du régime dit du cabotage, les vins d'Algérie entrent en France en franchise, de même que ceux de France en Algérie. Mais cette exemption de droits ne s'applique qu'aux vins proprement dits, c'est-à-dire aux produits de raisins frais. Les piquettes alcoolisées et autres mélanges alcooliques, expédiés d'Algérie, doivent être inscrits dans les passavants de cabotage, sous la dénomination admise par le tarif, de « alcools autres ». A l'arrivée, la douane donne mainlevée, sur la production d'expéditions de la Régie, constatant que les taxes intérieures de l'alcool ont été payées en garanties. La présentation à l'expédition de l'Algérie en France de mélanges alcooliques, sous la dénomination de vins, donnerait lieu à procès-verbal pour infraction aux règles du cabotage (2).

C'est en vertu de ce principe qu'il a été jugé, que le fait de déclarer aux douanes, comme vins d'Algérie, des vins amenés de France en Algérie et réexpédiés d'Algérie en France, constitue une fausse déclaration d'espèce, fraude à la loi sur le cabotage, et tombant sous les pénalités édictées en cette matière (3) ; que tout vin qui

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1896-1897, p. 88.

(2) *Pandectes françaises*, V^o *Douanes*, n^{os} 2065 et 2066.

(3) Tribunal d'Alger, 8 avril 1886 (*Journal de jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1886, p. 245).

n'est pas le produit naturel de la fermentation de raisins frais doit être, au point de vue douanier, rangé dans la catégorie, non de vins naturels, mais des « alcools autres », soumis à un régime spécial ; par suite, quiconque présente comme vins naturels des vins constituant des « alcools autres », fait une fausse déclaration tombant, si c'est un débarquement, sous le coup de la loi du 22 août 1791, et, si c'est un embarquement, sous l'application de la loi du 8 floréal an XI, loi applicable en Algérie comme en France. Enfin, le vin rehaussé d'alcool en dehors des conditions de vinage autorisé, étant un produit frelaté, ne peut, sous prétexte que l'adjonction qui lui aurait été faite lui aurait donné la qualité de produit fabriqué, bénéficier à ce titre de la franchise accordée par la loi du 17 juillet 1867 aux produits fabriqués comme aux produits naturels de l'Algérie(1).

D'autre part, une circulaire du Directeur général des douanes, en date du 17 décembre 1897, a décidé ainsi que suit, relativement à l'introduction en France des vins salés d'Algérie (2) : « Une enquête récente faite par le comité d'hygiène publique, a établi que des vins provenant de certaines régions de l'Algérie contiennent naturellement plus d'un gramme de chlorure de sodium par litre. D'un autre côté, aux termes de deux jugements

(1) Tribunal d'Alger, 30 juin 1888 (*Journal de jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1889, p. 41).

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1896-97, p. 122.

rendus par les tribunaux correctionnels de Nîmes et de Montpellier, c'est l'addition et non la simple présence du chlorure de sodium qui constitue le délit prévu par la loi du 11 juillet 1891. Les vins dans lesquels le sel existe naturellement et fait ainsi partie de la substance du liquide, ne sont pas des vins sursalés au sens de la loi précitée. Dans cette situation, le département de l'agriculture a émis l'avis qu'il y avait lieu d'autoriser, jusqu'à nouvel ordre, l'entrée des vins salés d'origine algérienne lorsque la salure n'excédera pas 1 gramme 75 centigrammes par litre et que le sel n'aura pas été incorporé par voie d'addition réelle ou artificielle. Le département des finances ayant adhéré à cette proposition, je prie les directeurs d'adresser immédiatement des instructions en conformité et d'en informer le commerce. »

Il a été jugé, dans cet ordre d'idées, que ne constitue pas une falsification de denrées alimentaires la présence, dans les vins d'Algérie, d'une quantité de chlorure de sodium supérieure à 1 gramme par litre, quand ces vins ont été récoltés dans des terrains salés et que la preuve d'une addition volontaire de sel n'est pas apportée (1).

D'ailleurs, divers arrêtés du gouverneur général et en dernier lieu celui du 7 juin 1896 (2) pris en suite de la loi du 14 août 1889, ont réglementé le vinage, c'est-à-dire le

(1) Aix, 21 janvier 1898 (*Revue algérienne*, 1899.2.63).

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 890.

relèvement du degré des vins par addition d'alcool, toléré dans de faibles proportions seulement, et pour faciliter la vinification, aux termes de l'arrêté de 1890, le vinage ne peut être effectué qu'en douane et seulement par le producteur, à l'exclusion du marchand. Il ne peut être autorisé pour les vins artificiels, les vins de provenance étrangère, ni pour les vins algériens ne renfermant pas 18 grammes d'extrait sec par litre. Les alcools et vins destinés à être mélangés doivent être présentés séparément aux agents des douanes. La décharge des droits sur les alcools ainsi employés est accordée au producteur, conformément à l'arrêté du 6 décembre 1888. En aucun cas, il ne peut être apporté au vin présenté plus de 3° d'alcool et le mélange obtenu ne peut atteindre au maximum que 12° 9 de richesse alcoolique (art. 1 et 2 de l'arrêté). Les vins vinés dans ces conditions sont placés sous la main de la douane et doivent être embarqués pour la France dans les 48 heures qui suivent l'opération, sous peine de tomber sous l'application des droits d'octroi (art. 2).

Une circulaire du gouverneur général de l'Algérie du 11 mars 1898 (1) est venue d'ailleurs régler ainsi que suit l'application en Algérie de la loi du 24 juillet 1894 sur le mouillage et l'alcoolisation des vins : « Monsieur le préfet : — Le Conseil d'Etat, à l'occasion de la prorogation du régime et des tarifs de l'octroi de mer, a exa-

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1898, p. 37.

miné la question d'applicabilité à la colonie de la loi du 24 juillet 1894 sur le mouillage et l'alcoolisation des vins. Il est de jurisprudence constante que les lois modificatives et abrogatives d'une législation qui a été, à un moment donné, rendue exécutoire en Algérie, y deviennent de plein droit applicables. Or la loi du 24 juillet 1894 est venue compléter celle du 5 mai 1855, qui déclarait applicable aux boissons la loi du 27 mars 1851 sur la falsification des denrées alimentaires. Les deux lois de 1851 et de 1855 ayant été promulguées en Algérie, celle du 24 juillet 1894 doit y recevoir son exécution bien qu'elle n'ait pas fait l'objet d'une promulgation spéciale. Cette opinion à laquelle le département de la justice s'est ralliée, a été partagée par le Conseil d'Etat, dans son avis relatif au projet de décret devant fixer le régime de l'octroi de mer à partir du 1^{er} janvier 1898 et qui a comme conséquence de faire disparaître du tarif les vins étendus d'eau et remontés après coup par le vinage, ainsi que les vins naturels alcoolisés qui y figuraient. Le décret du 24 décembre 1897 a consacré ces suppressions. Le vinage dans la métropole des vins ordinaires destinés à être expédiés en Algérie se trouve donc être interdit. Cette interdiction, que M. le conseiller d'Etat, directeur général des contributions indirectes a notifiée par voie de circulaire au personnel placé sous ses ordres, vient d'être portée par mes soins à la connaissance de MM. les directeurs des contributions. J'ai rappelé, à cette occasion, à ces chefs de service, que dans la colonie, l'ad-

dition d'alcool aux vins est seulement possible pour les vins à destination de l'étranger ou des colonies françaises, pourvu que cette opération, qui se pratique en franchise des droits d'octroi de mer et de consommation, ait lieu sous la surveillance de la douane, dans les ports spécialement désignés à cet effet et sous les conditions imparties par l'arrêté gouvernemental du 6 décembre 1888. Par conséquent, le vinage des vins pratiqué ailleurs et autrement, que ci-dessus, même au moyen d'alcools libérés des droits, se trouve interdit également en Algérie par la loi susvisée du 24 juillet 1894. Le service des contributions diverses est chargé d'assurer à l'intérieur l'exécution de ladite loi et de relever les infractions qui pourraient y être commises. Afin de prévenir toute difficulté, je vous prie de faire aviser les viticulteurs de l'interdiction dont il s'agit par les soins de leurs représentants autorisés. »

Ces textes ne règlent d'ailleurs que les relations du producteur et de la douane. Un acheteur serait non recevable à critiquer un vinage fait en dehors des prescriptions de l'arrêté du 7 juin 1890 s'il avait stipulé l'agréage en cave (1). Et il y aurait lieu de déclarer suffisamment motivé l'arrêt qui, après avoir établi en fait que le degré alcoolique convenu pouvait être obtenu par le vinage, constate que ce fait seul par l'acheteur d'avoir stipulé l'agréage en cave d'un vin qu'il savait devoir

(1) Alger, 15 décembre 1891 (*Revue algérienne*, 1892.2.173).

être viné en dehors des prescriptions dudit arrêté, le rendait non recevable à critiquer le vinage ainsi pratiqué (1).

Mentionnons, enfin, qu'aux termes de l'article 2 du décret du 27 janvier 1898 relatif à la perception des droits sur l'alcool en Corse : « pour les importations de la France continentale et de l'Algérie, la perception peut être effectuée d'après le degré mentionné sur les passavants de cabotage, lorsque les intéressés en font la demande et qu'aucun doute ne s'élève sur l'identité de la marchandise. Les arrivages de la France continentale et de l'Algérie font l'objet d'une déclaration spéciale distincte de la déclaration du débarquement libellée au verso du passavant. Cette déclaration doit contenir toutes les indications nécessaires pour la perception de la taxe (2). »

2° Produits d'origine française.

Les produits d'origine française rapportées de l'Algérie dans la métropole, jouissent de la franchise comme ceux qui font retour des colonies en France par application de la loi du 19 mars 1791 (3).

3° Produits d'origine étrangère.

Quant aux produits étrangers, à l'exception des tabacs et autres produits prohibés à l'entrée en France,

(1) Civ. rej., 21 mars 1893 (*Revue algérienne*, 1895.2.234).

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1898, n. b.

(3) Circulaire du Directeur général des douanes du 16 mai 1859 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 337, note 2, b).

ceux qui ont acquitté en Algérie l'intégralité des droits du tarif métropolitain rentrent en franchise dans la métropole, sous la seule condition d'y être importés directement. Ceux qui n'ont été imposés en Algérie qu'à des droits inférieurs aux droits du tarif métropolitain, sont soumis seulement à l'entrée en France au paiement de la différence entre le tarif algérien et le tarif métropolitain. Enfin, ceux qui n'ont acquitté aucun droit en Algérie supportent intégralement la taxe ordinaire à leur entrée dans la métropole (art. 1^{er} de la loi du 17 juillet 1867).

Les produits étrangers, non réimportés en droiture, mais transportés dans un port algérien ou extraits d'entrepôts algériens sont passifs en France des droits du tarif métropolitain. Dans tous les cas les produits étrangers qui sont frappés de prohibition à l'entrée dans la métropole ne cessent pas d'être soumis à ces prohibitions pour être passés par l'Algérie et en province par suite de transbordements et de réexportation d'entrepôt. Pour les produits étrangers ayant acquitté en Algérie les droits du tarif métropolitain ou du tarif algérien et réexpédiés en France, le service des douanes du port de départ délivre sur le vu des quittances de taxes, des passavants sur lesquels il mentionne le paiement des droits. A l'arrivée, le service des douanes s'assure de l'identité entre les marchandises introduites et celles visées aux passavants (1).

(1) Circulaire du Directeur général des douanes du 23 juillet 1867 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 336, note b).

En application de ces règles, lorsque des voyageurs arrivent de l'Algérie avec des tapis achetés dans la colonie, la douane doit, en principe, subordonner la franchise à la production d'un passavant du bureau du départ. Le service de l'Algérie ne délivre en effet cette expédition que s'il reconnaît qu'il s'agit de tapis algériens, ou qui, originaires du Maroc et de la Tunisie, ont payé à l'entrée en Algérie le droit du tarif métropolitain. Quand aucune expédition n'est produite, les droits sont exigibles. Il ne pourrait y avoir d'exception que si le service était en mesure de reconnaître l'origine algérienne (1).

Une décision du ministre des colonies, en date du 24 mai 1897, décide, sur l'avis conforme du Conseil d'Etat, que les tabacs fabriqués algériens, doivent être admis en franchise dans les colonies soumises au régime douanier de la métropole (2). Une circulaire du ministre des colonies, du 7 juin 1896, avait, en sens contraire, prescrit au service des douanes dans les colonies françaises, de faire acquitter aux tabacs fabriqués en Algérie les mêmes droits, à l'entrée, qu'aux tabacs en feuilles d'origine étrangère, sous déduction du droit déjà payé en Algérie. Les colonies soumises au régime douanier de la métropole sont les suivantes : Indo-

(1) Lettre de l'Administration des douanes au directeur à Marseille, du 20 septembre 1889 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 337, note 2, a).

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1896-97, p. 88.

Chine, Madagascar, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Congo (dans les limites de l'ancien Gabon), Saint-Pierre et Miquelon, Nouvelle-Calédonie.

§ 2. — De l'Algérie dans les colonies françaises ou à l'étranger .

Sauf en ce qui concerne les armes, les exportations de l'Algérie à l'étranger ou dans les colonies françaises ont lieu en général dans les mêmes conditions que pour la métropole. Toutefois, pour les vins à destination de l'étranger ou des colonies françaises, le vinage, soumis d'ailleurs aux autres conditions imposées et que nous avons fait connaître, est, par exception spéciale, toléré sans limite de degré (1).

(1) Arrêté du gouverneur général du 6 décembre 1889.

TITRE IV

RÉGIME COMMERCIAL DE LA NAVIGATION.

§ 1^{er}. — Cabotage.

En matière de régime commercial et douanier le mot « cabotage » a une signification particulière. Pour la France, il s'entend du transport des marchandises d'un port de France à l'autre ; pour l'Algérie, il comprend les transports d'un port algérien à un autre point d'Algérie ou à un port de France. Entre les ports de l'Algérie, le cabotage peut être fait par les navires français et, sur l'autorisation du gouverneur général, par les navires étrangers (1). Entre l'Algérie et la métropole, le cabotage est réservé au pavillon français depuis la loi du 2 avril 1889, sauf traité international contraire. Quant à la navigation entre l'Algérie et l'étranger, elle peut s'effectuer, aux termes de l'article 9 de la loi du 19 mai 1866, par navires de tout pavillon.

§ 2. — Droits de navigation.

C'est en vertu de l'ordonnance du 16 décembre 1843,

(1) Ordonnance du 16 décembre 1843, art. 2 ; loi du 11 janvier 1851, art. 11 ; loi du 19 mai 1866, art. 9.

que les navires étrangers sont affranchis en Algérie du droit de francisation et que les navires français sont exempts des droits de permis et de certificat (art. 4 et 6). Cette dernière exemption a été étendue aux navires étrangers par l'article 5 de la loi du 19 mai 1866 qui a aboli les taxes différentielles de navigation.

Les embarcations françaises et étrangères de tout tonnage doivent porter un numéro d'ordre avec l'indication du propriétaire et du port d'attache sous peine de 500 francs d'amende ; les indications doivent être reproduites pour les embarcations françaises dans un congé du prix uniforme de 1 franc, et pour les embarcations étrangères dans un passeport du prix de 5 fr. pour les bateaux de moins de 10 tonneaux, de 15 francs de 10 à 30, enfin de 30 francs au-dessus de 30 tonneaux. Lesdits congés ou passeports, valables pour un an, devant accompagner chaque embarcation à peine de 100 francs d'amende. Les navires étrangers sont tenus à leur sortie des ports de l'Algérie de se pourvoir d'un passeport du prix de 50 francs (1).

Les ports de l'Algérie sont assimilés pour les taxes sanitaires à ceux de la métropole. Sont exempts du droit de reconnaissance à l'arrivée, les bâtiments naviguant entre les ports de l'Algérie et les ports français de la Méditerranée. Pour les bâtiments naviguant entre l'Algérie et les ports français de l'Océan et de la Manche, le droit est comme dans la métropole de 0 fr. 05 (2).

(1) Ordonnance du 16 décembre 1843, art. 5 et 6.

(2) *Pandectes françaises*, V^o *Douanes*, n^o 2133.

§ 3. — Droits de quai et de statistique.

1^o Droits de quai.

Les droits de quai avaient été établis en Algérie par la loi du 25 mars 1875 (1). Le droit, quel que fût le tonnage du navire, se soldait par tonneaux d'affrètement sur les marchandises débarquées. Il devait être acquitté d'ailleurs par tous les navires sans distinction de pavillon. Il devait l'être même par les bâtiments français se livrant à la navigation entre la France et l'Algérie (2). En France, au contraire, le droit de quai se percevait sur la jauge du navire ; il n'y avait pas dès lors à se préoccuper de la quantité de marchandises débarquées ou embarquées par lui. Il n'y avait pas non plus à tenir compte de sa nationalité ; le droit était exigible des navires français aussi bien que des navires étrangers. Les navires français n'en étaient exempts qu'à la condition qu'avant leur entrée dans un port de la métropole ils n'eussent pas touché un port étranger, ou un port des colonies et possessions françaises. Le navire français se rendant de Saint-Nazaire à Bordeaux n'avait pas à acquitter la taxe ; mais il en était autrement à l'arrivée dans le port de Marseille du navire français parti d'Alger ou d'Oran (3).

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 457.

(2) Loi du 20 mars 1875, art. 1^{er} : « Le droit de quai de 0 fr. 50 ou de 1 franc par tonneau de jauge établi par la loi du 30 janvier 1872 sera perçu, dans les ports de l'Algérie, par tonneau d'affrètement sur les marchandises débarquées. »

(3) Art. 6 de la loi du 30 janvier 1872.

Il avait été décidé sous l'empire de cette législation, que le droit de quai était établi en France et en Algérie sur les navires de tous pavillons venant de l'étranger ou des colonies et possessions françaises. Ce droit n'était pas dû par conséquent en Algérie sur les navires arrivant de France (1).

Mais le droit de quai doit être perçu sur les navires qui viennent des ports de l'Algérie dans ceux de France. A cet égard, les dispositions de la loi du 30 janvier 1872, article 6, sont générales et ne comportent aucune exception au profit de l'Algérie ou de toute autre colonie. On prétendrait à tort que l'exemption du droit de quai pour les navires venant de l'Algérie en France résulte de ce qu'il existe entre l'Algérie et la France une assimilation absolue au point de vue douanier ; aucune loi n'a établi pareille assimilation. Les lois spéciales qui régissent cette matière ont rangé le premier de ces pays parmi les colonies ou possessions françaises et l'ont placé sous un régime plus favorable à certains égards que celui de la métropole (2).

De même que la loi en date du 10 mai 1866 avait créé une égalité complète, quant aux droits de tonnage, entre le port de Marseille qui jouissait d'anciennes franchises rétablies par l'ordonnance du 10 septembre 1817 et les

(1) Circulaire administrative du 4 février 1872 (Estoublon et Lefebure, *op. cit.*, p. 457, note 8, a),

(2) V. en ce sens : Cass., 5 mars 1879 (*Bulletin judiciaire algérien*, 1879, p. 113) ; 22 juillet 1881 (*Ibid.*, 1881, p. 257) ; 9 juin 1891 (*Revue algérienne*, 1891.2.513).

autres ports de France, en supprimant ce droit par une disposition générale, de même, l'article 6 de la loi du 30 janvier 1872 qui a créé le droit de quai, édicte une mesure générale et s'applique par son esprit comme par ses termes à tous les ports de France indistinctement sans en excepter celui de Marseille (1).

La loi du 2 avril 1889, sur le cabotage entre la France et l'Algérie, n'avait pas fait cesser l'application du droit de quai aux navires venant de l'Algérie dans la métropole (2).

A diverses reprises, on demanda en Algérie que les ports algériens fussent traités comme ceux de la métropole et c'est pour faire droit à ces réclamations qu'il fut inséré dans la loi de budget du 28 décembre 1895 (3) un article 14 ainsi conçu : « Le droit de quai, tel qu'il est établi par l'article 6 de la loi du 30 janvier 1872, sera perçu dans les ports de l'Algérie. La navigation entre la France et l'Algérie sera exempte de ce droit. Les lois du 20 mars 1875 et du 12 mars 1878 sont abrogées. » L'Algérie s'est alors trouvée assimilée à la France au point de vue des droits de quai et voici quelles ont été les conséquences de cette assimilation.

Tout d'abord, les navires français naviguant entre la France et l'Algérie n'eurent plus, soit en Algérie soit

(1) Cass., 9 juin 1891, précité.

(2) Trib. comm. de Marseille, 5 juillet 1888 (*Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1891, p. 363).

(3) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 1061.

en France, à acquitter de droits de quai ; c'était bien là ce qu'on voulait en Algérie. — Mais, en outre, tous autres navires eurent à payer dans les ports de l'Algérie un droit de quai, non plus sur la quantité de marchandises débarquées, mais perçu comme en France sur le tonneau de jauge. Or, cette seconde conséquence de l'assimilation, les Algériens ne l'avaient pas prévue et n'avaient nullement eu l'intention de la réclamer. Elle souleva de leur part d'énergiques protestations.

Les conséquences du nouveau régime ne tardèrent pas d'ailleurs à se manifester, causant un grave préjudice à la colonie : le port d'Alger ne tarda pas à être déserté par la navigation étrangère. En effet, les droits de quai perçus sur le tonnage du navire deviennent extrêmement onéreux. Ils l'étaient bien moins, il est vrai, lorsque la loi du 30 janvier 1872 les avait établis. A cette époque, les navires étaient d'un faible tonnage. Ceux qui desservaient les côtes de France et de l'Europe ne jaugeaient guère que 600 tonneaux, et ceux qui allaient aux Indes ou en Extrême-Orient atteignaient 1.000 à 1.500 tonneaux. En outre, le cours moyen des frets était beaucoup plus élevé qu'il ne l'est aujourd'hui. Mais à l'heure actuelle, le tonnage des navires s'est singulièrement accru et il est des marchandises pour lesquelles les cours moyens de fret se trouvent réduits des deux tiers, voire même des trois quarts. Les faits démontrèrent bientôt que les protestations des Algériens étaient parfaitement justifiées : une diminution notable

fut constatée des droits perçus sur les navires à vapeur et des recettes du service de pilotage (1).

C'est pour obvier à ces inconvénients qu'une loi du 23 décembre de l'année 1897 est venue modifier les conditions de perception du droit de quai établi par l'article 6 de la loi du 30 janvier 1872 ; elle est ainsi conçue :

ART. 1^{er}. — Les navires de tous pavillons, chargés en totalité ou en partie, venant de l'étranger ou des colonies françaises autres que l'Algérie, acquitteront le droit de quai, dans les ports de France et d'Algérie, d'après le tarif suivant : un franc par tonneau de jauge nette, si le nombre total de tonnes métriques (1.000 kg.) de marchandises débarquées ou embarquées est supérieur à la moitié de la jauge nette du navire ; cinquante centimes par tonneau de jauge nette, si le nombre total de tonnes métriques de marchandises embarquées ou débarquées est égal ou inférieur à la moitié de la jauge nette et supérieur au quart de cette jauge ; vingt-cinq centimes par tonneau de jauge net, si le nombre total de tonnes métriques de marchandises débarquées ou embarquées est égal ou inférieur au quart de la jauge nette et supérieur au dixième de cette jauge ; dix centimes par tonneau de jauge nette, si le nombre total de tonnes métriques de marchandises débarquées ou embarquées est égal ou inférieur au dixième de la jauge nette ;

Cette taxe sera réduite de moitié pour les navires

(1) V. Morand, *op. cit.*, *Revue algérienne*, 1897.1.33.

débarquant des marchandises, quand ces navires sont en provenance d'un port situé dans les limites du cabotage international telles qu'elles résultent de l'article 1^{er} de la loi du 30 janvier 1893. Il en sera de même pour les navires embarquant des marchandises, quand ces navires sont à destination d'un port situé dans les mêmes limites. Les navires effectuant dans le même port des opérations de débarquement seront taxés séparément pour les opérations d'entrée et de sortie d'après les taux indiqués ci-dessus.

ART. 2. — En cas d'escales successives, les droits de quai seront perçus dans chaque port d'après les règles fixées à l'article 1^{er} ; mais en aucun cas le total des droits à percevoir sur un navire pour un voyage ne pourra dépasser un franc par tonneau de jauge nette. Ce taux est réduit à 0 fr. 50 pour les navires se trouvant dans les conditions prévues au paragraphe 6 de l'article précédent.

ART. 3. — Dans le calcul du tonnage des opérations, chaque passager embarqué ou débarqué sera considéré comme équivalent à une tonne de marchandise. Il en sera de même pour chaque tête de gros bétail, chevaux et mulets. Chaque tête de petit bétail équivaldra à un quart de tonne. Les bagages des passagers, y compris les petites provisions de voyage qu'ils ont avec eux, ne seront pas comptés dans l'évaluation des marchandises débarquées ou embarquées.

ART. 4. — Les droits de quai imposés dans les arti-

cles précédents, ne seront perçus dans les ports de l'Algérie que sur les passagers, marchandises, animaux et voitures débarqués.

ART. 5. — Les opérations de ravitaillement et d'approvisionnement de charbon ne sont pas considérées comme opérations de commerce.

ART. 6. — Sont abrogés : l'article 6 de la loi du 30 janvier 1872 ; l'article 7 de la loi de finances du 29 juillet 1881 ; le paragraphe 1^{er} de l'art 14 de la loi de finances du 28 décembre 1895.

Cette loi a été elle-même complétée par une autre du 23 mars 1898, ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi précitée. Elle est ainsi conçue :

ART. UNIQUE. — Le montant du droit de quai à percevoir, en vertu de la loi du 23 décembre 1897, sur les paquebots affectés au transport des voyageurs ne pourra, dans un même voyage, même s'il comporte plusieurs escales, dépasser 1 franc par voyageur, 2 francs par cheval et par tête de gros bétail, 3 francs par voiture à deux roues, 4 francs par voiture à quatre roues et 1 franc par tonne de marchandises se trouvant à bord à l'entrée du navire dans les eaux françaises, pourvu que le poids total de ces marchandises, exprimé en tonnes de 1.000 kilogs, ne dépasse pas le vingtième de la jauge nette du navire. Le maximum sera réduit de moitié sous les mêmes conditions et sous les mêmes réserves pour les paquebots affectés exclusivement au cabotage international (1).

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1898, p. 41.

Ainsi, le régime nouveau est celui que réclamait la Chambre de commerce d'Alger, dans un vœu très hardi présenté par elle en 1896 ; ce n'est plus l'assimilation de l'Algérie à la France mais l'assimilation de la France à l'Algérie.

Pour la composition du tonneau d'affrètement, on se conforme au tarif annexé au décret du 25 août de l'année 1861 (1).

Le droit de quai doit être perçu sur les provenances de Tunisie (2).

Les compagnies de transport peuvent charger dans les ports algériens des marchandises de même nature que celles prises dans les ports tunisiens ; mais l'admission au régime de faveur des produits tunisiens est alors subordonnée à la production de certificats des douanes algériennes établissant qu'ils n'ont pas quitté le bord et, au cas de débarquement, qu'ils sont restés sous la surveillance ininterrompue du service depuis le moment de la mise à terre jusqu'à celui du rembarquement (3).

Les navires expédiés des ports français pour l'Algérie qui font escale à l'étranger pour y prendre des passagers, ne doivent le droit de quai à l'arrivée dans

(1) Circulaire administrative du 27 mars 1875 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 457, note 7).

(2) Lettre de l'administration des douanes du 14 septembre 1888 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 457, note f).

(3) Décision de l'administration des douanes du 10 septembre 1890 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 651, note 3, c).

les ports algériens, que d'après le nombre de passagers, chevaux, ou voitures chargés au port d'escale (1).

Lorsque des navires expédiés de l'étranger à la double destination de l'Algérie et de la France ont été soumis au port d'escale à un droit de quai égal ou supérieur à celui qui serait dû à l'arrivée directe en France, ces navires sont considérés comme ayant effectué un seul voyage. Mais si le droit appliqué en Algérie, suivant les dispositions de la loi du 20 mars 1875, est inférieur à celui qui aurait été exigible en France, le complément est recouvré dans les ports français de destination (2).

Une décision du ministre des finances, en date du 25 novembre 1872, avait décidé que les paquebots à vapeur faisant escale sur les côtes de France pour prendre ou laisser des voyageurs n'étaient assujettis, suivant leur provenance, au paiement du droit de quai, qu'à raison de 0 fr. 50 ou de 1 franc par passager embarqué ou débarqué, sans que l'existence d'un chargement de marchandises à bord fût un obstacle à l'application de cette mesure. Une dépêche du directeur général des douanes, en date du 18 janvier 1899, a décidé qu'il y avait lieu d'appliquer comme par le passé ladite décision (3).

(1) Lettre commune du 27 octobre 1873 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 457, note d).

(2) Lettre commune du 15 avril 1875 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 457, note e).

(3) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.*, 1899, p. 6.

Pour l'application de la loi du 19 juillet 1890, on ne saurait considérer comme ayant fait escale, au sens de l'article 5, les navires qui se seraient rendus en Algérie avant d'aborder en France (1).

Il a été jugé que la division de la marine marchande en navigation au long cours, cabotage international et cabotage français, établie par la loi du 30 janvier 1893, se limite à l'objet de cette loi qui est surtout l'attribution de primes à la marine marchande. Pour le reste et notamment pour les droits de tonnage perçus dans certains ports en vertu de lois spéciales, elle a laissé subsister la distinction de grand et de petit cabotage. — Par suite, l'exemption de ces droits accordés dans le port de Dunkerque aux navires faisant le cabotage entre les ports français ne s'applique pas aux navires venant de l'Algérie dans ce port, la navigation entre cette colonie et Dunkerque ayant toujours été classée comme grand cabotage (2).

2° Droit de statistique.

L'article 3 de la loi du 22 janvier 1872 établissait, « pour subvenir aux frais de la statistique commerciale » un droit spécial de 0 fr. 40 par colis sur les marchandises en futailles, caisses, sacs ou tout autre emballage, de 0 fr. 40 par 1.000 kilogs ou par mètre cube sur les mar-

(1) Circulaire du Directeur général des douanes du 21 juillet 1890 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, p. 651, note 3, b).

(2) Civ. cass., 18 juillet 1898 (*Revue algérienne*, 1898.2.480).

chandises en vrac, et de 0 fr. 10 sur chaque tête d'animaux vivants ou abattus, des espèces chevaline, bovine, ovine, caprine ou porcine. Ce droit de statistique était perçu soit à l'importation soit à l'exportation dans tous les ports, sans distinction de pavillons, mais seulement dans les ports de la France continentale. Etaient toutefois dispensées de l'acquitter les marchandises transportées par mer d'un port métropolitain dans un autre. En conséquence, les marchandises importées d'Algérie en France payaient à l'importation un droit de statistique ; la même taxe était payée à l'exportation par les marchandises expédiées de France en Algérie. Mais celle-ci, n'étant point soumise à l'empire de la loi du 22 janvier 1872, les marchandises importées de l'étranger en Algérie et de même celles exportées de l'Algérie à destination de l'étranger n'avaient point à acquitter la taxe. — Or, aux termes de l'article 13 de la loi du 28 décembre 1895, « le droit de statistique établi par l'article 3 de la loi du 22 janvier 1872 sera perçu en Algérie ». Sont toutefois exempts de cette taxe les produits importés de France en Algérie et réciproquement.

Quels ont été les résultats de cette nouvelle assimilation des ports algériens aux ports français ? La suppression des taxes de statistique perçues dans les ports français, soit à l'importation de marchandises de provenance algérienne, soit à l'exportation de produits destinés à l'Algérie. Mais une seconde conséquence a été

l'établissement en Algérie comme en France d'un droit à percevoir et sur les produits importés de l'étranger et sur ceux qui y sont envoyés. Or, à ce dernier point de vue, l'assimilation réalisée a suscité en Algérie des réclamations, qui pour être d'une nature plus spéciale que celles provoquées par l'article 14 de la loi du 28 décembre 1895, n'en ont pas moins été très vives et suffisamment justifiées. Sans doute, le paiement du droit de statistique ne modifie pas sensiblement la valeur des marchandises de prix, mais pour celles de valeur modique, telles que le charbon, il n'en est plus de même. Or, les bénéfices réalisés dans le commerce du charbon atteignant, paraît-il, de 0 fr. 20 à 0 fr. 30 par tonne, ils sont absorbés presque en entier par l'acquittement du droit de statistique. Le port d'Alger se trouvait alors dans la nécessité d'élever le prix de ses charbons, et, comme pour soutenir la concurrence de Malte et de Gibraltar, il avait déjà dû abaisser ses prix de vente, il était à craindre que le relèvement n'éloignât les navires relâcheurs. C'est ce qui se produisit effectivement (1).

Pour remédier dans une certaine mesure à cette situation fâcheuse, le ministre des finances a admis, qu'à compter du 20 avril 1896, les houilles extraites d'entrepôts et destinées à l'avitaillement, n'auraient plus à acquitter de droits de statistique au moment de leur réexportation. Elles sont donc soumises à un droit uni-

(1) V. Morand, *op. cit.*, et *loc. cit.*, p. 46.

que de statistique perçu à l'importation. Mais là s'est bornée la réforme et aucune modification législative n'a été apportée à cet égard au régime inauguré en 1896.

Ce qui ressort de toute cette étude, c'est la tendance très nette de la métropole à imposer à l'Algérie les mêmes charges qu'à la métropole, c'est le système de l'assimilation de plus en plus accusé. Il a ses dangers et ses inconvénients, il ne faut point se le dissimuler. Toutefois, peut-être ces inconvénients seront-ils considérablement amoindris du fait de la dotation pour l'Algérie d'un budget autonome préparé par ses Délégations financières. Il y aura là, sans doute, le contre-poids qui enlèvera aux Algériens toute récrimination contre la mère-patrie, puisque, lorsque les Délégations financières auront accepté une taxe nouvelle, ce sera l'Algérie entière qui y aura adhéré par la voix de ses représentants.

Vu :

Le Président de la thèse,
ESTOUBLON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu : et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

Charpentier. — Précis de législation algérienne et tunisienne.

Colin (Maurice). — La réforme des droits de quai et de statistique en Algérie (*Revue politique et parlementaire*, 1896, p. 577).

Dalloz. — Jurisprudence générale, Répertoire et Supplément, V^o *Organisation de l'Algérie*.

Estoublon et Lefébure. — Code de l'Algérie annoté.

Leroy-Beaulieu. — L'Algérie et la Tunisie.

Ménerville. — Dictionnaire de législation algérienne.

Morand. — Les droits de quai et de statistique en Algérie (*Revue algérienne*, 1897.1.33).

Pandectes françaises. — V^o *Douanes*.

Sumien. — Le régime législatif de l'Algérie.

Tilloy. — Répertoire de législation algérienne et tunisienne.

Vignon. — La France en Algérie.

Recueils de jurisprudence algérienne :

1830 à 1876. — Jurisprudence algérienne.

1876 à 1885. — Bulletin judiciaire algérien.

1885 à 1901. — Revue algérienne.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

1 ^{re} PÉRIODE. — <i>De 1830 à 1851</i>	5
Ordonnance du 11 novembre 1835	8
Ordonnance du 13 décembre 1843	11
2 ^e PÉRIODE. — <i>De 1851 à nos jours</i>	13
Loi du 11 janvier 1851	15
Loi du 17 juillet 1867.	18
Loi du 29 décembre 1884	22
Loi du 2 avril 1889.	26

DEUXIÈME PARTIE

RÉGIME ACTUEL

TITRE I. — Le régime légal du commerce en Algérie .	31
TITRE II. — Régime de l'importation et octroi de mer. .	39
CHAPITRE I. — <i>Régime d'importation.</i>	40
Section I. — Importation de France	40
Section II. — Importation de l'étranger.	45
§ 1. — Importation par mer	45
§ 2. — Importation par terre	54
CHAPITRE II. — <i>Octroi de mer.</i>	67
Section I. — Historique.	72
§ 1. — Période de 1830 à 1844	72

§ 2. — Période de 1844 à 1884	73
<i>Section II.</i> — Régime actuel	80
TITRE III. — Régime de l'exportation.	95
§ 1. — De l'Algérie en France	95
§ 2. — De l'Algérie dans les colonies françaises et à l'étran- ger	108
TITRE IV. — Régime commercial de la navigation . . .	109
§ 1. — Cabotage.	109
§ 2. — Droits de navigation	109
§ 3. — Droits de quai et de statistique.	111

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
